



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Ship Refits and Conversions / Radoubss et
modifications de navires and / et

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6C2, Place du Portage

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet NGCC Terry Fox PVN	
Solicitation No. - N° de l'invitation F7049-200041/B	Date 2021-11-01
Client Reference No. - N° de référence du client F7049-200041	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$MD-043-28394
File No. - N° de dossier 043md.F7049-200041	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-04-14 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pandini, Madeleine	Buyer Id - Id de l'acheteur 043md
Telephone No. - N° de téléphone (873) 353-9119 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte-rendu
- 1.4 Processus de conformité des offres par étapes

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Conférence des soumissionnaires
- 2.6 Visite facultative des lieux - navire
- 2.7 Période des travaux
- 2.8 Volet de participation autochtone (VPA)
- 2.9 Processus de contestations des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection – Prix le plus bas évalué
- 4.3 Livrables après l'attribution du contrat

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat
- 5.2 Volet de participation autochtone
- 5.3 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Capacité financière
- 6.2 Garantie financière contractuelle
- 6.3 Frais de transfert du navire
- 6.4 Installation de carénage
- 6.5 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité
- 6.6 Convention collective valide
- 6.7 Calendrier préliminaire des travaux
- 6.8 Mesures de sécurité relatives à l'approvisionnement en carburant et au débarquement du carburant des navires du Canada
- 6.9 ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité
- 6.10 Santé et sécurité
- 6.11 Procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation
- 6.12 Déchets dangereux
- 6.13 Exigences relatives aux assurances
- 6.14 Certification relative au soudage
- 6.15 Services de gestion de projets
- 6.16 Liste des sous-traitants proposés
- 6.17 Plan de contrôle de la qualité
- 6.18 Plan des inspections et des essais
- 6.19 Protection de l'environnement

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Responsables
- 7.5 Paiement
- 7.6 Instructions relatives à la facturation
- 7.7 Attestations
- 7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur
- 7.9 Lois applicables
- 7.10 Ordre de priorité des documents
- 7.11 Exigences relatives aux assurances
- 7.12 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur pour les dommages subis par le Canada
- 7.13 Garantie financière contractuelle
- 7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- 7.15 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants
- 7.16 Calendrier des travaux et rapports
- 7.17 Matériaux isolants - sans amiante
- 7.18 Niveaux de qualification
- 7.19 ISO 9001:2015 - Systèmes de gestion de la qualité
- 7.20 Services de gestion de la qualité
- 7.21 Plan de contrôle de la qualité
- 7.22 Plan d'inspection et d'essai
- 7.23 Équipement/systèmes : inspection/essai
- 7.24 Protection de l'environnement
- 7.25 Déchets dangereux
- 7.26 Approvisionnement et débarquement du carburant sous supervision
- 7.27 Protection incendie, lutte contre les incendies et formation
- 7.28 Prêt d'équipement - Marine
- 7.29 Certification relative au soudage
- 7.30 Procédures pour la modification de la conception ou les travaux supplémentaires
- 7.31 Radoub du navire avec équipage
- 7.32 Réunion préalable au réaménagement
- 7.33 Réunions d'avancement
- 7.34 Travaux en suspens et acceptation
- 7.35 Déchets et débris
- 7.36 Stabilité
- 7.37 Navire - accès du Canada
- 7.38 Titre de propriété - navire
- 7.39 Indemnisation des accidents de travail
- 7.40 Règlement des différends
- 7.41 Dessins pendant la phase de conception, de fabrication, d'intégration et d'installation
- 7.42 Soins, garde et contrôle
- 7.43 Matériel fourni par le gouvernement
- 7.44 Licences d'exportation
- 7.45 Équivalence de l'équipement
- 7.46 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte
- 7.47 Volet de participation autochtone

Liste des annexes :

Annexe « A » Énoncé Des Travaux (EDT)
Annexe « B » Base de paiement
Annexe « C » Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission
Annexe « D » Exigences relatives aux assurances
Annexe « E » Garantie
Annexe « F » Procédure de traitement des travaux imprévus
Annexe « G » Inspection/Contrôle de la Qualité
Annexe « H » Feuille de présentation de la soumission financière
Annexe « I » Garde du navire
Annexe « J » Renseignements généraux sur le volet de participation autochtone
Annexe « K » Formulaire d'attestation au volet de participation autochtone
Annexe « L » Plan du volet de participation autochtone
Annexe « M » Exigences de certification autochtone
Annexe « N » Rapports du volet de participation autochtone
Annexe « O » Livrables/attestations
Annexe « P » Critères techniques obligatoires
Annexe « Q » Informations supplémentaires sur l'équipement sélectionné
Annexe « R » Modèles
Annexe « S » Entente de non-divulgaration
Annexe « T » Conditions générales 1031-2, (2012-07016), Principes des coûts contractuels.
Annexe « U » Liste de non-substitut
Annexe « V » REP – REC
Annexe « W » PONPI-06 Processus de la COVID-19 pour les personnes non membres de la GCC qui accèdent à une installation ou à un navire de la GCC

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : présente une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : fournit les instructions, les clauses ainsi que les conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et les conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : fournit aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations et informations supplémentaires : indique les attestations et les informations supplémentaires à fournir;

Partie 6 Exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent les spécifications techniques, la base de paiement, le Programme de Contrats Fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation, les exigences relatives aux assurances et autres.

1.2 Sommaire

1. Le présent besoin vise à :

- a) Effectuer les travaux requis sur NGCC Terry Fox, tels que détaillés à l'annexe A – énoncé des travaux qui comprend l'amarrage, l'inspection, la réparation, l'entretien et les modifications. L'annexe A – énoncé des travaux comprend également l'ingénierie, la fourniture et l'installation des divers Equipment majeurs, y compris le système de propulsion (voir c) ci-dessous).
- b) Effectuer les travaux imprévus autorisés par l'Autorité Contractante pendant la durée du contrat.
- c) Fournir un remplacement du Système de Propulsion (SP) à vitesse moyenne qui répond aux exigences identifiées à l'annexe A – énoncé des travaux, qui doit être accompli par la personnalisation des composants commerciaux sur étagère ou par la conception, l'intégration, l'essai du système, la formation, le soutien logistique intégré et la documentation. Un Système de Propulsion se compose, sans s'y limiter, d'un total de quatre moteurs diesel, deux boîtes à vitesses, quatre embrayages, deux arbres, des systèmes de support associés, un système de commande, tous les tuyaux/câblages/câbles nécessaires,

des silencieux, toutes les modifications techniques requises, un ensemble d'intégration et d'installation ainsi que des pièces de rechange recommandées pour cinq (5) ans. L'entrepreneur doit fournir les formations ainsi que les outils et équipements d'essai à usage spécial requis. Les moteurs Diesel doivent être au minimum certifiés OMI Niveau II, conformément à l'annexe VI de MARPOL et au règlement sur la pollution des navires et les produits chimiques dangereux. La conception et la fabrication de l'équipement et de ses composants connexes, leur intégration dans le navire, les modifications sur le navire et les installations complètes ainsi que la mise en services et tous les tests et essais doivent être conformes à la Société de Classification Agrée par le Canada conformément à la section 2 du règlement sur les machines de navires (loi sur la Marine Marchande du Canada, 2001) et Sécurité maritime de transports Canada. Les Sociétés de classification agréées en vertu de la loi sont : American Bureau of Shipping (ABS), Bureau Veritas (BV), Det Norske Veritas (DNV), Lloyd's Register and Germanischer Lloyd. Par conséquent, toutes les études, inspections, évaluations, calculs, conceptions, dessins, certifications, approbations et livrables nécessaires pour le développement du système de propulsion et son intégration et son installation sur le navire doivent être effectués par un architecte et/ou un ingénieur naval certifié (soit employé soit sous-contrat). L'entrepreneur doit conserver la responsabilité totale du système de propulsion, y compris tous les systèmes connexes pendant la conception, la fabrication, ainsi que l'ensemble d'intégration et d'installation livrés au Canada. Pendant la phase d'implémentation et d'installation, le représentant des équipements et composants connexes doit être présent au chantier naval. L'entrepreneur doit vérifier et certifier que l'intégration et l'installation sont conformes aux packages livrés au Canada. Dans le cas où les spécifications nécessitent des modifications suite aux travaux effectués sur le navire, l'entrepreneur devra modifier toutes les spécifications qui ont été impactées.

2. Cette demande de soumissions exige que les soumissionnaires utilisent le service de Connexion Postel offert par Postes Canada pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent se référer à la partie 2 intitulée Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3 intitulée Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
3. Le Programme de Contrats Fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi s'applique à cet approvisionnement au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.
4. Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité de l'article 01 des instructions uniformisées 2003, les soumissionnaires doivent fournir une liste de tous les propriétaires and directeurs et tous autres renseignements connexes, au besoin. Reportez-vous à la section 4.21 du Guide des Approvisionnements pour de plus amples renseignements sur les dispositions relatives à l'intégrité.
5. Ce besoin est exclu des dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation Mondiale du Commerce (AMP-OMP), c.-à-d. la construction et la réparation navales sont exclues de la couverture à l'annexe 7, Notes générales, 1. (a). Cependant, il est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

6. La stratégie d'approvisionnement relative au présent besoin sera limitée aux fournisseurs canadiens, comme le permet l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). Conformément à la *Politique sur la construction navale, la réparation, le radoub et la modernisation de navires* et à la *Politique d'achat au Canada*, les travaux de PDVN doivent être effectués dans une installation de cale sèche située dans l'Est du Canada (c'est-à-dire ON, QC, NB, NE, T.-N.L., Î.-P.-É.).
7. Conformément à la *Politique sur la construction navale, la réparation, le radoub et la modernisation de navires*, la stratégie d'approvisionnement permet à la GCC de répondre à ses exigences opérationnelles et d'atteindre ses objectifs légitimes de sécurité et de sûreté publiques, de protection de la vie humaine et de protection de l'environnement en optimisant la disponibilité du NGCC Terry Fox, afin d'effectuer des services de mission essentiels tels que le déglacage et le ravitaillement de l'Arctique.

Le Canada inclura l'utilisation de noms commerciaux ou de marques de commerce sans autoriser les produits équivalents, à titre exceptionnel, comme indiqué à l'annexe U. Ces mesures sont nécessaires pour que la GCC puisse répondre à ses exigences opérationnelles et atteindre ses objectifs légitimes de sécurité et de sûreté publiques, de protection de la santé, de la sécurité et du bien-être des travailleurs et de la protection de l'environnement en maximisant la disponibilité du navire du NGCC Terry Fox pendant sa durée de vie prolongée, afin d'effectuer des services de mission essentiels tels que le déglacage et le réapprovisionnement de l'Arctique.

8. Cet approvisionnement comprend un volet de participation autochtone (VPA) obligatoire en vertu du programme de Stratégie d'Approvisionnement auprès des Entreprises Autochtones.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'Autorité Contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone, par vidéoconférence ou en personne.

1.4 Processus de conformité des offres par étapes

Le processus de conformité des soumissions par étapes s'applique à cette exigence.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat ([Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat \(CCUA\) - Achatsetventes.gc.ca](#)), publié par Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être soumises uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la première page de la demande de soumissions.

Unité de réception des soumissions de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service de Connexion Postel seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion Postel à l'adresse suivante:

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion Postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion Postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion Postel.

Il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion Postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six (6) jours avant la date de clôture des soumissions

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être soumises par courriel à l'Autorité Contractante (madeleine.pandini@tpsgc-pwgsc.gc.ca) au moins **dix (10) jours** ouvrables avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient indiquer aussi précisément que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le

Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

Toute précision ou tout changement à la demande de soumissions résultant des questions et réponses sera inclus dans la demande de soumissions, sous forme d'amendement.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **Terre-Neuve-et-Labrador**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Les soumissionnaires, à leur discrétion, peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucune modification n'est apportée, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables spécifiées.

2.5 Conférence des soumissionnaires

Une réunion des soumissionnaires virtuelle, présidée par l'Autorité Contractante, se tiendra le 6 Décembre 2021 à 9h HNE. La portée du besoin énoncé dans la demande de soumissions sera examinée au cours des conférences et des réponses seront apportées aux questions. Il est recommandé aux soumissionnaires qui ont l'intention de soumettre une offre de se présenter ou de se faire représenter. Il est supposé que les soumissionnaires participant aux conférences des soumissionnaires ont lu la spécification incluse dans l'annexe A et sont préparés pour la conférence.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'Autorité Contractante avant la conférence pour confirmer leur participation afin que les détails des réunions virtuelle leur soient envoyés. Les soumissionnaires doivent fournir, par courriel, à Madeleine.Pandini@pwgsc-tpsgc.gc.ca, les noms des personnes qui seront présentes et une liste des questions qu'ils souhaitent soumettre au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la visite des lieux visés à la section 2.6.

Toute précision ou modification apportée à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera incluse sous forme d'amendement à la demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

2.6 Visite des lieux – Navire

Des dispositions ont été prises pour une période de visite de trois (3) jours; le 30 novembre, le 1 et le 2 décembre 2021 qui se tiendra au 280 Southside Road, St John's, T.-N. L. A1C5X1. Les visites des navires seront organisées selon des créneaux horaires programmés à compter de 9 :00 Heure de Terre-Neuve-et-Labrador, au besoin. La visite des lieux est facultative en raison des changements en cours concernant les restrictions de voyage provinciales et la nature inconnue de la pandémie actuelle de Covid-19. Cependant, toutes les parties intéressées peuvent assister à condition que tous les protocoles Covid-19 et règlements provinciaux valides sur les voyages au moment de la visite soient strictement respectés. Un ensemble virtuelle du navire va être assemblé et sera fournis à tous les soumissionnaires potentiels.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'Autorité Contractante au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant chaque visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui y assisteront. Les soumissionnaires doivent avoir une pièce d'identité valide et se présenter à la porte du commissionnaire à la date et à l'heure du rendez-vous. Les soumissionnaires devront signer une feuille

de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'envoieront pas de représentant et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera incluse en tant qu'amendement à la demande de soumissions.

Les visiteurs devront être entièrement vaccinés contre la Covid-19.

Les visiteurs seront aussi tenus de respecter le protocole lié à la Covid mis en place par la Garde Côtière Canadienne. Les visiteurs doivent aussi compléter le questionnaire de dépistage avant de visiter une installation ou un navire de la GCC – Région d'Atlantique (se référer à l'annexe W).

2.7 Période des travaux

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail, définie dans les sections suivantes, permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

Cette période de travail comprend, à la fois, la Période de Travail Initial et celle du Navire.

2.7.1 Période de Travail Initial

La Période de Travail Initial du contrat commencera à l'attribution du contrat et aura une durée d'au moins huit (8) mois. Cette période prendra fin au début de la Période de Travail du Navire, définie dans la section suivante. Au cours de cette période, le Canada acquerra un Système de Propulsion ainsi que tous les composants à long délai (tel qu'identifiés dans l'annexe A – énoncé des travaux). Ces derniers seront installés à bord du NGCC Terry Fox pendant la période de travail du navire.

Les activités de préparations supplémentaires menées au cours de la Période de Travail Initial doivent inclure tous les travaux d'ingénierie nécessaires pour assurer la bonne intégration du nouvel Equipement sur le navire, ainsi que tout travail de préparation requis pour un autre programme de prolongation de la durée de vie de navire ou de la maintenance de radoub décrits dans l'annexe A – énoncé des travaux. Les réunions d'examen de la conception doivent avoir lieu pendant cette Période de Travail Initial.

2.7.2 Période de travail du navire

Les travaux doivent débuter et se terminer comme suit :

Début : 1 Avril, 2023

Achèvement : 30 Septembre, 2024

2.7.3 Instructions supplémentaires sur la période de travail

À compter de la date de début de la Période de Travail du Navire jusqu'à environ un mois avant les essais en mer (date exacte à confirmer), le navire sera sans équipage et il sera considéré comme étant hors service. Durant cette période, la charge ou la garde du navire sera assurée par l'entrepreneur et sous son contrôle.

L'équipage doit pouvoir habiter pleinement le navire pour se préparer, contribuer aux activités de la mise en service du navire et mener les tests et les essais. Pour que le navire soit habitable, la cuisine du navire doit être opérationnelle, les logements de l'équipage doivent être nettoyés et préparés, les toilettes et les douches doivent être entièrement fonctionnelles, l'eau potable doit être fournie et les stations d'égouts doivent être opérationnelles.

À partir du moment où l'équipage regagne le navire jusqu'à la fin de la Période de Travail de Navire, le navire sera habité et sera considéré comme étant en service. Durant cette période, la charge et la garde du navire seront assurées par le Canada et sous son contrôle.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez-vous reporter à l'annexe I – Garde du navire, appendices 1 – Certificat d'acceptation.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez-vous reporter à l'annexe I – Garde du navire, appendices 2 – Certificat d'acceptation.

2.8 Volet de participation autochtone (VPA)

a. Le VPA est un mécanisme conçu pour respecter les objectifs du gouvernement du Canada (GC) d'encourager le développement socioéconomique au moyen d'occasions de marché du gouvernement fédéral. Le VPA vise également à encourager les répondants de l'industrie à contribuer à la création d'avantages socioéconomiques durables et significatifs à long terme pour les Autochtones, les entreprises et les collectivités.

b. Exemple de VPA acceptables :

- (i) L'objectif principal du VPA est le développement des entreprises autochtones et encourage les entrepreneurs principaux à contribuer et à investir dans la création et le développement d'une capacité d'entreprises autochtones viables en achetant des biens et des services auprès d'entreprises autochtones qualifiées. Les entrepreneurs principaux ou leurs sous-traitants sont également encouragés à démontrer les mesures qu'ils ont l'intention de prendre pour maximiser leur utilisation de telles entreprises, par exemple en indiquant le travail qu'ils ont l'intention de proposer à des entreprises autochtones, dont la gestion des contrats et de la chaîne d'approvisionnement. Les soumissionnaires devraient se reporter à l'annexe "M", formulaires 1 et 2, pour obtenir des renseignements qui peuvent aider à déterminer la capacité des entreprises autochtones à des fins de passation de marchés et de sous-traitance.
- (ii) Le VPA encourage également **l'emploi des Autochtones**; les entrepreneurs principaux sont encouragés à démontrer la manière dont l'emploi des Autochtones sera maximisé et à inclure des détails sur les stratégies d'embauche et de rétention de travailleurs autochtones, et les activités d'emploi comme les tâches de chaque poste. Les soumissionnaires voudront peut-être communiquer avec Emploi et Développement Social Canada (EDSC) pour se renseigner sur les programmes de main-d'œuvre autochtones.
- (iii) Le VPA comprend également la formation et le perfectionnement des compétences autochtones; les entrepreneurs principaux sont encouragés à démontrer les mesures qu'ils prendront pour maximiser le perfectionnement des compétences des Autochtones, comme la formation en cours d'emploi, la formation à l'interne ainsi que les plans de relève.
- (iv) Lorsque la capacité des entreprises autochtones est insuffisante, l'entrepreneur principal peut envisager d'autres mesures pertinentes (retombées indirectes), notamment la formation spécialisée, le développement de carrière, les bourses et la sensibilisation communautaire afin d'aider les communautés autochtones à répondre à leurs besoins en matière de développement économique. Afin de soutenir le VPA, les soumissionnaires sont encouragés à tendre la main aux entreprises et collectivités autochtones.

2.9 Processus de contestations des offres et mécanismes de recours

- a. Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- b. Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 1. Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 2. Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- c. Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion Postel a une limite de 1 Go par message individuel posté et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière
- Section III : Attestations et toutes informations supplémentaires

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit figurer dans une autre section de la soumission.

Informations requises dans les soumissions

Le soumissionnaire doit fournir tous les produits livrables références à l'annexe O, O1 - Liste de vérification sur les éléments livrables obligatoires, dans les sections spécifiées (I, II ou III).

Section I : Soumission technique

Les soumissionnaires doivent fournir l'annexe P - Critères techniques obligatoires dûment remplies et complétés, et fournir des preuves à l'appui, sur demande.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Feuille de présentation de la soumission financière, à l'annexe H, et la Feuille de données de prix, à l'appendice 1 de l'annexe H. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations et toutes informations supplémentaires

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations requises en vertu de la partie 5, ainsi que toute autre information supplémentaire contractuelle obligatoire identifiée à l'annexe O - Liste de vérification sur les éléments livrables obligatoires et l'annexe Q - Informations supplémentaires sur l'équipement sélectionné.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) Le Canada utilisera le processus de conformité des soumissions par étapes décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de Conformité des Soumissions par étapes (PCSE)

4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada utilisera le Processus de Conformité des Soumissions par Étapes (PSCE) décrit ci-dessous.
- (b) Sans égard à tout examen effectué par le Canada à l'étape I ou II du PCSE, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de la cohérence et de l'intégralité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, à la suite de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de repérer toute erreur ou omission dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à toute communication du Canada.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS AUX ÉTAPES I ET II DU PCSE SONT PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT JUGÉE NON RECEVABLE À L'ÉTAPE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN À L'ÉTAPE I OU II ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À CETTE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE PHASE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE SA RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) À LA PHASE I OU II, POURRAIT NE PAS RÉPONDRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU REC ET POURRAIT RENDRE SA SOUMISSION NON CONFORME À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou des coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; ou des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou tout composant visé par l'évaluation. Cela ne limitera pas le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément. Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera déclarée non recevable.

- (d) Le PCSE ne limite pas les droits du Canada aux termes des *Clauses et Conditions Uniformisées d'Achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de demande de soumissions ou après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un avis ou un REC par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit présenter sa réponse par la méthode décrite dans l'avis ou le REC. Les réponses sont considérées comme reçues par le Canada à la date et à l'heure où elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Une réponse par courriel autorisée dans l'avis ou le REC est considérée comme reçue par le Canada à la date et à l'heure auxquelles elle a été reçue dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis ou un REC envoyé par le Canada au soumissionnaire à toute adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est considéré comme reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par le Canada, quelle qu'en soit la cause.

4.1.1.2 Étape I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si celle-ci comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I se limitera à déterminer si les renseignements requis dans la soumission financière de la demande de soumissions sont manquants. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.
- (b) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I sera réalisé par des fonctionnaires du ministère des Travaux Publics et des Services Gouvernementaux.
- (c) Si le Canada détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou que la soumission financière ne contient aucun des renseignements requis décrits dans la demande de soumissions, la soumission sera jugée non recevable et rejetée d'emblée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites à l'alinéa c), le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire ("Avis") indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à l'étape I ne recevra pas d'avis. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter des renseignements supplémentaires relativement à sa soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un avis disposeront du délai précisé dans l'avis (la « période de correction») pour corriger les problèmes qui y sont signalés en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des précisions en réponse à l'avis. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'avis, le soumissionnaire aura le droit de corriger uniquement la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément requis a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans

la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.

- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Aucun changement ne sera autorisé à une autre section de la soumission du soumissionnaire. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à l'avis remplaceront, en totalité, uniquement la partie de la soumission financière originale comme il est permis ci-dessus et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation de la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à l'étape I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape II.

4.1.1.3 Étape II : Soumission technique

- (a) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape II se limitera à un examen de la soumission technique et de gestion pour cibler les cas où le soumissionnaire n'a pas réussi à satisfaire à tout critère d'évaluation obligatoire admissible, y compris l'évaluation des produits équivalents selon la section 4.1.2. Cet examen ne déterminera pas si la soumission technique respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions. Les critères d'évaluation obligatoires admissibles sont tous des critères obligatoires qui sont indiqués comme étant assujettis au PCSE. Pour plus de certitude, l'évaluation des produits équivalents selon la section 4.1.2 sera assujettie au PCSE et toute référence aux critères obligatoires admissibles sera comprise comme incluant l'évaluation des produits équivalents. Les critères d'évaluation obligatoires qui ne sont pas indiqués comme étant assujettis au PCSE ne seront évalués qu'à l'étape III.
- (b) Le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (le « rapport sur l'évaluation de la conformité » ou le « REC ») indiquant tout critère d'évaluation obligatoire admissible que la soumission n'a pas respecté. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée conforme aux exigences évaluées à la phase II recevra un REC attestant que sa soumission a été déclarée conforme à ces exigences. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter de réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au non-respect de tout critère d'évaluation obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit porter uniquement sur les critères d'évaluation obligatoires admissibles énumérés dans le REC qui n'ont pas été respectés, et ne doit comprendre que les renseignements nécessaires pour les respecter. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la

réponse aux critères d'évaluation obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres parties de la soumission. Le soumissionnaire doit indiquer ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.

- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère d'évaluation obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris l'indication de la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. En ce qui concerne toute modification consécutive, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant pourquoi une telle modification consécutive est le résultat inévitable de la modification proposée pour répondre au critère d'évaluation obligatoire admissible. Il n'appartient pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire, et si le soumissionnaire omet de le faire conformément au présent sous-alinéa, c'est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- (f) Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et sera écartée. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse au REC remplaceront, en totalité, uniquement la partie de la soumission originale, comme le permet la présente section.
- (g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de la phase II qui sont permis par la présente section seront considérés comme faisant partie de la soumission, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission à l'étape II que pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Les renseignements supplémentaires ou différents ne seront utilisés à aucune phase de l'évaluation pour permettre à la soumission originale d'obtenir une note plus élevée ou moins élevée. Par exemple, un critère d'évaluation obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré comme conforme sera évalué à l'étape II pour déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire avait soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère d'évaluation obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère d'évaluation obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission répond aux exigences évaluées à l'étape II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions que le soumissionnaire a pu fournir conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape III.

4.1.1.4 Étape III: Évaluation finale de la soumission

- (a) Au cours de l'étape III, le Canada effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences analysées à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la

demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques côtés, les critères d'évaluation financière, les attestations et les autres exigences des critères d'évaluation.

- (b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires ou à la note minimale requise pour les catégories évaluées dans le cadre des critères d'évaluation technique côtés de la demande de soumissions.

4.1.2 Critères d'évaluation des produits équivalents proposés

- a) Sauf indication contraire à l'annexe U - Liste de non-substitut, si la demande de soumissions indique que les soumissionnaires doivent proposer de l'équipement qui est spécifié par le nom de la marque, le modèle et/ou le numéro de série afin d'assurer la compatibilité, l'interopérabilité et / ou l'interchangeabilité avec l'équipement existant appartenant au Canada, cette section s'applique lors de l'évaluation de ces produits.
- b) Les produits qui sont équivalents en termes de forme, d'ajustement, de fonction et de qualité qui sont entièrement compatibles, interchangeables et interopérables avec l'équipement existant appartenant au Canada, seront considérés si le soumissionnaire :
- i) Indique clairement dans sa soumission la marque, le modèle et / ou le numéro de série du produit équivalent proposé ;
 - ii) Démontre dans la soumission écrite que le produit équivalent proposé est entièrement compatible, interfonctionnel et interchangeable avec les produits spécifiés dans la demande de soumissions ;
 - iii) Fournit des spécifications complètes et une documentation technique descriptive pour chaque article équivalent proposé ;
 - iv) Justifie la conformité de son produit équivalent proposé en démontrant qu'il répond à tous les critères de performance obligatoires qui sont spécifiés dans la sollicitation ; et
 - v) Identifie clairement dans les spécifications et la documentation les sections qui démontrent l'équivalence du produit proposé.
- c) A la demande lors de l'évaluation, le soumissionnaire doit soumettre un échantillon de tout produit équivalent proposé à l'Autorité Contractante aux fins d'essai.
- d) A la demande lors de l'évaluation, le soumissionnaire doit fournir une démonstration de son produit équivalent proposé.
- e) Les produits équivalents proposés seront déclarés non conformes si :
- i) La soumission ne fournit pas d'informations sur le produit équivalent proposé, y compris les informations supplémentaires demandées par l'Autorité Contractante lors de l'évaluation pour compléter les informations soumises dans la soumission (Remarque : il est de la responsabilité du soumissionnaire d'inclure toutes les informations requises pour évaluer l'équivalence telle que décrite ci-dessus ; cependant tous les soumissionnaires reconnaissent que le Canada aura le droit, mais pas l'obligation, de demander tout renseignement supplémentaire au cours de l'évaluation dont il a besoin pour prendre une décision concernant l'équivalence) ;
 - ii) L'Autorité Contractante détermine que le produit équivalent proposé ne satisfait pas ou ne dépasse pas les exigences obligatoires précisées dans la demande de soumissions ; ou alors
 - iii) L'Autorité Contractante détermine que le produit équivalent proposé n'est pas équivalent en termes de forme, d'ajustement, de fonction ou de qualité aux articles spécifiés dans l'invitation ou le produit

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200041/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200041

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
042mdF7049-200041

Buyer ID - Id de l'acheteur
043md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

équivalent proposé n'est pas entièrement compatible, interopérable et interchangeable avec tout équipement existant appartenant au Canada et spécifié dans la sollicitation.

- f) Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à l'évaluation des produits équivalents proposés avec la soumission..

4.1.3 Évaluation technique

- a) La soumission technique sera évaluée en fonction des critères techniques obligatoires citées dans l'annexe P - Critères techniques obligatoires.

Indépendamment des exigences relatives aux produits livrables précisés dans la demande de soumissions et l'annexe A – énoncé des travaux les produits livrables obligatoires qui doivent être soumis avec la soumission pour être évalués comme recevables sont résumés à l'annexe O – Produits livrables / Attestations – Soumission obligatoire O1 - Liste de contrôle des livrables.

Le Canada se réserve le droit de demander de l'information afin d'appuyer l'une ou l'autre des exigences. On demande au soumissionnaire de traiter chaque exigence de manière suffisamment approfondie afin d'en permettre l'analyse et l'évaluation complètes par l'équipe d'évaluation. La soumission sera jugée recevable si elle répond à toutes les exigences obligatoires.

Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.

4.1.4 Expérience en coentreprises

Un soumissionnaire peut répondre lui-même aux critères d'évaluation et soumissionner en tant que société ou autre entité juridique unique ou peut répondre aux critères d'évaluation en tant que coentreprise si les membres de la coentreprise répondent ensemble aux critères d'évaluation. Dans les deux cas, le soumissionnaire lui-même doit satisfaire aux critères d'évaluation.

Le Canada n'acceptera aucune soumission d'une coentreprise composée de plus de 2 membres. Veuillez noter ce qui suit :

- a) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise avec une expérience précédente en tant que coentreprise (et qu'une certaine expérience est spécifiée comme critère d'évaluation), le soumissionnaire peut soumettre l'expérience qu'il a acquise en tant que coentreprise.

Par exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise composée des deux membres L et O. Une demande de soumissions exige que le soumissionnaire démontre une expérience dans la prestation de services de maintenance et de soutien pendant une période de 24 mois à un client possédant une flotte d'au moins 10 navires. En tant que coentreprise (constituée des membres L et O), le soumissionnaire a déjà effectué le travail dans le passé. Ce soumissionnaire peut utiliser cette expérience pour répondre à l'exigence. Cependant, si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il était dans une coentreprise avec un tiers N, cette expérience ne peut malheureusement pas être utilisée car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise qui soumissionne.

- b) Un soumissionnaire en coentreprise peut s'appuyer sur l'expérience de l'un de ses membres pour répondre à tout critère technique évalué de cette demande de soumissions.

Par exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise composée des deux membres Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire possède 3 ans d'expérience dans la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire possède 2 ans d'expérience dans l'intégration de matériel avec systèmes complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de l'entreprise commune. Cependant, pour un seul critère, comme l'exigence de 2 ans d'expérience en intégration de matériel avec des systèmes complexes, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chacun des membres Y et Z possède une année d'expérience, totalisant 2 ans. Une telle réponse serait déclarée irrecevable.

- c) Un membre de la coentreprise ne peut mettre en commun son expérience avec l'autre membre de la coentreprise pour satisfaire un seul critère technique de cette demande de soumissions. Cependant, un membre d'une coentreprise peut mettre en commun son expérience individuelle avec l'expérience de la coentreprise elle-même.

4.1.5 Justification de la coentreprise

Chaque fois que la justification d'un critère est requise, le soumissionnaire est prié d'indiquer quel membre de la coentreprise satisfait à l'exigence. Si le soumissionnaire n'a pas identifié quel membre de la coentreprise satisfait à l'exigence, l'Autorité Contractante donnera au soumissionnaire la possibilité de soumettre cette information pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne soumet pas cette information dans le délai fixé par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- a) Par exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise composée des deux membres A et B. Si une demande de soumissions exige que le soumissionnaire démontre une expérience dans la fourniture de ressources pour un nombre minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer cette expérience en soumettant soit :

- Contrats tous signés par A ;
- Contrats tous signés par B ; ou
- Contrats tous signés par A et B en coentreprise, ou
- Contrats signés par A et contrats signés par A et B en coentreprise, ou
- Contrats signés par B et contrats signés par A et B en coentreprise.

- b) Cela montre au total 100 jours facturables.

4.1.6 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Les soumissionnaires doivent inclure tous les coûts dans leur soumission associés à l'exécution et l'administration du contrat, conformément à toutes les mesures que les gouvernements provinciaux, les administrations municipales, le gouvernement fédéral et les autorités de santé publique ont mis en place pour se protéger contre la menace du coronavirus et du syndrome respiratoire aigu causé par le coronavirus (« Covid-19 »), les lignes directrices et les protocoles, en plus des autres mesures mises en œuvre par le chantier naval / soumissionnaire, qui étaient en place ou exigés à compter de la date de la présentation de la soumission. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter : le nettoyage spécifique relié au Covid-19 (main-d'œuvre et matériaux), de l'équipement de protection individuelle (EPI), le test / surveillance Covid-19, équipement supplémentaire, main-d'œuvre supplémentaire, différent quart de travail et toute administration / planification et gestion de projet supplémentaire.

4.1.7 Travaux imprévus et prix d'évaluation

a) Travaux d'ingénierie imprévus

L'entrepreneur reconnaît, par la présente, que le Canada peut exiger qu'il effectue des travaux d'ingénierie supplémentaires imprévus à tout moment et de temps à autre, pendant la durée du contrat.

Un coût prévu pour les travaux d'ingénierie imprévus sera inclus dans le prix d'évaluation (voir l'annexe H - Feuille de présentation de la soumission financière). Celui-ci sera calculé en incluant un nombre estimé d'heures-personnes additionnelles multiplié par un tarif horaire ferme d'ingénierie pour les travaux d'ingénierie imprévus, et sera ajouté au prix ferme pour les travaux prévus.

Le prix d'évaluation sera utilisé pour évaluer la soumission. Il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux d'ingénierie imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux d'ingénieries.

b) Autres travaux imprévus

Dans tout contrat de radoub, de réparation ou d'amarrage de navires, des travaux imprévus s'imposeront après que le navire et son équipement auront été ouverts et inspectés.

Un coût prévu pour les travaux imprévus sera inclus dans le prix d'évaluation (se reporter à l'annexe H - Feuille de présentation de la soumission financière). Celui-ci sera calculé en incluant un nombre estimé d'heures-personnes additionnelles multiplié par un tarif horaire ferme de main-d'œuvre pour les travaux imprévus, et sera ajouté au prix ferme pour les travaux prévus.

Le prix d'évaluation sera utilisé pour évaluer la soumission. Il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux.

Les soumissionnaires sont tenus d'inscrire leur taux de facturation ferme pour les travaux imprévus à l'annexe H - Feuille de présentation de la soumission financière, feuille H1 – Prix aux fins d'évaluation. Toutefois, le Canada considérera que les soumissions ne sont pas conformes si les soumissionnaires ont inscrit un taux de facturation horaire ferme inférieur à 85 \$/heure.

4.2 Méthode de sélection – Prix le plus bas évalué

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit :
 - a- se conformer à toutes les exigences de la demande de soumissions (voir l'annexe O, O1 - Liste de vérification sur les éléments livrables obligatoires pour les livrables et les attestations) ; et
 - b- satisfaire à tous les critères obligatoires (voir Annexe P - Critères techniques obligatoires).
2. Les soumissions qui ne respectent pas le point a), ou b) seront déclarées non recevables.
3. La soumission recevable dont le prix évalué est le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Il est à noter que toute attribution de contrat est soumise au processus d'approbation interne du Canada, qui exige que les fonds nécessaires à la passation du marché proposé soient approuvés. Même si un soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, l'émission de tout contrat dépendra de l'approbation interne conformément aux politiques du Canada. Si cette approbation n'est pas accordée, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés.

Les attestations fournies par les soumissionnaires au Canada sont sujettes à une vérification par le Canada à tout moment. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou déclarera un entrepreneur en défaut de s'acquitter de l'une de ses obligations en vertu du contrat, si une attestation faite par le soumissionnaire est jugée fausse, qu'elle soit faite sciemment ou non, pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'Autorité Contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'Autorité Contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des instructions générales, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, le cas échéant, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web des formulaires du régime d'intégrité (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2 Volet de participation autochtone – Formulaire d'attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il respectera le Volet de participation autochtone (VPA). Par conséquent, au moment de la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir à l'Autorité Contractante les formulaires d'attestation du VAP remplis qui se trouvent à l'annexe K - Formulaire d'attestation au volet de participation autochtone. Le soumissionnaire doit indiquer où se trouvent les formulaires d'attestation du VPA remplis dans sa soumission.

5.3 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être fournis avec la soumission, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'Autorité Contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour le faire. Si le soumissionnaire ne présente pas les attestations et les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai établi, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.3.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>) le soumissionnaire doit présenter les documents exigés, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.3.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni son nom ni le nom des membres de sa coentreprise, le cas échéant, ne figurent sur la Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de Contrats Fédéraux (PCF) disponible au bas de la page du Programme du travail du site Web d'Emploi et développement social Canada (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du Contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'Autorité Contractante l'annexe C - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'Autorité Contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Statut et disponibilité des ressources

Le soumissionnaire atteste que, si un contrat lui est attribué à la suite de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel que requis par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualifications et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'Autorité Contractante de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de la présente clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : décès, maladie, congé de maternité et parental, retraite, démission, congédiement justifié ou résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'Autorité Contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non-recevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Capacité financière

Clauses du guide des CCUA - A9033T - Capacité financière - 2012-07-16, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.2 Garantie financière contractuelle

6.2.1 Dans son soumission, le soumissionnaire doit indiquer ce qui suit :

- (a) À l'annexe H - Feuille de présentation de la soumission financière, le type de garantie financière du contrat que le soumissionnaire a l'intention de fournir si le contrat lui est attribué conformément à l'article 7.13 du contrat; et
- (b) À l'annexe H - Fiche de présentation de la soumission financière, le coût, pour lui, de la garantie financière du contrat conformément à l'article 7.13 du contrat.

6.3 Frais de transfert du navire

Les frais de transfert du navire s'appliqueront au prix d'évaluation pour cette demande de soumissions (se reporter à la feuille H6 de l'annexe H – Feuille de présentation de la soumission financière).

6.4 Installation d'amarrage

Les travaux VLE effectués pendant la période de travail du navire doivent être effectués à une installation d'amarrage située dans l'Est du Canada (ON, QC, NB, NE, T.-N.L., Î.-P.-É.). Le soumissionnaire doit fournir l'adresse municipale de l'installation.

Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu peut être tenu de démontrer, à la satisfaction du Canada, que la capacité certifiée de l'installation d'amarrage, y compris tout moyen de transport pour retirer le navire de l'eau, est adéquate pour le chargement prévu conformément à les plans de cale sèche connexes et autres documents détaillés dans le contrat. Le soumissionnaire retenu sera avisé par écrit et disposera d'un délai raisonnable pour préparer et fournir des croquis détaillés de répartition de la charge du bloc de quille et des considérations sur la stabilité du blocage, ainsi que les calculs justificatifs pour montrer l'adéquation de l'arrangement d'amarrage proposé et la capacité de se conformer au plan d'amarrage fourni. Sur demande, la démonstration de cette adéquation, c'est-à-dire la vérification de l'arrangement, doit être effectuée à l'installation avant l'attribution du contrat.

6.5 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire doit fournir à l'Autorité Contractante avec sa soumission, un certificat ou une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail confirmant que son compte est en règle.

6.6 Convention collective valide

Lorsque le soumissionnaire est lié par une convention collective ou par un autre instrument adéquat à ses travailleurs syndiqués, la convention collective ou l'instrument doit être valide pour la durée de la période proposée de tout contrat subséquent. La preuve documentaire de la convention collective ou de l'instrument doit être fournie dans leur offre. Le soumissionnaire doit fournir une lettre indiquant qu'il s'agit d'un établissement non syndiqué, s'il y a lieu.

6.7 Calendrier préliminaire des travaux

6.7.1 Calendrier de livraison

Les produits livrables sont énumérés à l'annexe H – Feuille de présentation de la soumission financière, Appendice 2 – Jalons (Livraison et Prix). Les dates, soumises par le soumissionnaire au moment de la clôture des soumissions, doivent se situer dans la Période de Travail Totale définie (comme indiqué dans la section 2.7). Le Canada exige que les produits livrables soient prêts à être acceptés, c'est-à-dire qu'ils soient complets à tous égards et que tous les tests aient été effectués avec succès, le cas échéant, conformément au contrat.

6.7.2 Calendrier Préliminaire des Travaux

Le soumissionnaire doit soumettre, avec une (1) copie électronique de son Calendrier Préliminaire de Travail de production pour la Période de Travail du Navire. Le calendrier de travail préliminaire soumis doit être produit à l'aide d'un logiciel de gestion de projet disponible sur le marché, soit MS Project, soit un équivalent approuvé par le Responsable Technique.

Le Calendrier Préliminaire de Travail doit inclure (au minimum) des dates cibles de chacun des événements importants suivants :

- a. Le début des travaux de navire tel qu'indiqué à l'article 7.3.2;
- b. La période en cale sèche;
- c. Dates de début et d'achèvement pour chaque élément de spécification (par exemple 10.2 ou 15.11), présentée à Partie B de l'annexe A – énoncé des travaux;
- d. Planification du Représentant de services du fournisseur, RSF;
- e. Date d'Achèvement des Travaux de Navire tel qu'indiqué à l'article 7.3.2;
- f. La période des Soins et de Garde par le Chantier Naval;
- g. Reprise de la détention par le Canada;
- h. La Période des Essais à Quai et en Mer.

Le Calendrier Préliminaire de Travail doit inclure les tâches, les prédécesseurs, le chemin critique, des marqueurs de jalon, et la charge du travail.

Chaque élément de spécification individuel (élément de l'EDT) inclus dans la partie B de l'annexe A – EDT doit indiquer :

- 1- La structure de réparation du travail principale au niveau du system et des composants (répartition de la structure de travail niveau 3).
- 2- Le plan de déploiement de la main-d'œuvre, ou la charge de main-d'œuvre pour les disciplines suivantes :
 - a. Soudage et Assemblage;
 - b. Tuyauterie;
 - c. Mécanique;
 - d. Électronique;
 - e. Contrôles et Instrumentation
- 3- Le soumissionnaire doit indiquer la source de ses ressources de main-d'œuvre nécessaires pour soutenir la charge de travail (c'est-à-dire à l'interne et/ou le nom de (s) sous-traitant (s)). Si une ressource est un sous-traitant, le Canada peut demander au soumissionnaire de fournir une lettre d'engagement du sous-traitant, après la date de clôture des soumissions.

6.8 Mesures de sécurité relatives au ravitaillement en carburant et au débarquement du carburant

Le ravitaillement en carburant et le débarquement du carburant des navires du gouvernement canadien devront être effectués sous la supervision d'un superviseur responsable possédant la formation et l'expérience nécessaires à de telles opérations.

À la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir au Canada le détail de ses mesures de sécurité pour le ravitaillement en carburant et le débarquement du carburant, ainsi que le nom et les qualifications de la personne chargée de cette activité.

6.9 ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité

Le soumissionnaire doit avoir en place un système de gestion de la qualité inscrit à ISO 9001:2015, et il doit fournir à la clôture des soumissions ce qui suit :

- ses certifications ISO 9001:2015 valides.

6.10 Santé et sécurité

Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une preuve objective qu'il a un système de santé et sécurité documenté qui est entièrement conforme à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur.

6.11 Procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation

Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une preuve objective qu'il dispose des procédures de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation documentées qui sont conformes aux règlements en vigueur et aux exigences relatives aux assurances. Une fois que ces procédures auront été acceptées par le Canada, elles feront partie intégrante du contrat. Veuillez-vous référer à l'article 7.27.

6.12 Déchets dangereux

1. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques.
2. Le prix doit inclure tous les coûts associés à l'enlèvement, à la manutention, à l'entreposage, à l'élimination et(ou) au travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord du navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.
3. La Date d'achèvement des Travaux doit tenir compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et(ou) le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements applicables et que cela ne constituera pas un retard excusable tel qu'énoncé dans la clause Retard excusable des Conditions Générales, qui fait partie du Contrat résultant.

6.13 Exigences relatives aux assurances

Le soumissionnaire doit fournir une lettre rédigée par un courtier d'assurances ou encore par une compagnie d'assurances autorisée à avoir des activités au Canada, dans laquelle il est confirmé que le soumissionnaire, si le

contrat qui fait l'objet de la demande de soumissions lui est adjugé, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées à l'Annexe D .

6.14 Certification relative au soudage

1. Le soudage effectué au Canada doit être effectué par un soudeur certifié par le Bureau Canadien de Soudage (CWB) et conformément aux exigences des normes suivantes de l'Association Canadienne de Normalisation (CSA) :

- a. CSA W47.1- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (Division 1 ou 2); y compris l'annexe M concernant les modes opératoires pour les applications maritimes.
- b. CSA W47.2- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Division 1 ou 2).

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission des preuves démontrant sa certification par CWB (lettre de validation) conformément aux normes de CSA. La certification doit demeurer valide durant la période du contrat.

La preuve de Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium n'est pas requise avec la soumission, mais doit être disponible avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du Responsable Technique. La certification doit demeurer valide durant la période du contrat.

Une liste de soudeurs qualifiés, qui vont travailler sur le Contrat, peut être demandée après la date de clôture des soumissions.

6.15 Services de gestion de projets

Le soumissionnaire est tenu de fournir une équipe de gestion du projet expérimentée et capable de gérer avec succès le contrat de radoub du navire en cause tel que défini aux présentes. Le personnel de gestion du projet, les services et les produits livrables doivent être conformes aux exigences décrites à l'annexe « P » - Critères techniques obligatoires et dans le contrat. Le curriculum vitae de chaque personne identifiée (titres de poste identifiés dans les sous-sections 2 à 11) doit être inclus avec la soumission et doit démontrer les exigences spécifiées à l'annexe P - Critères techniques obligatoires).

1. Objet

- a) Les titres de postes utilisés dans cette RFP visent uniquement à fournir des éclaircissements pour ce document. Le soumissionnaire est libre de choisir des titres de postes qui conviennent à son organisation.
- b) Le soumissionnaire, par l'entremise de son équipe de gestion de projet, doit assumer les fonctions et fournir les produits livrables requis dans le cadre du contrat et dans l'annexe A – Énoncé Des Travaux.
- c) La gestion de projet comprend l'orientation et le contrôle de fonctions comme l'ingénierie, la planification, les achats, la fabrication, l'assemblage, les remises en état, les installations, ainsi que les essais et les tests

2. Chargé de projet

3. Fournisseur et Intégrateur de Système Unique (FISU)

4. Responsable d'assurance de la qualité, de l'inspection et des tests expérimenté

5. Planificateur de calendrier

6. Supervision des navires et de production

7. Agent de sécurité / Spécialiste en santé et sécurité au travail

8. Responsable de contrôle de documentation

9. Estimateur de coûts (chantier naval)

10. Equipe d'ingénierie

- 1) Ingénieur Principal Architecte Naval
- 2) Ingénieur Principal des Systèmes Marins
- 3) Ingénieur Principal Maritime
- 4) Ingénieur Principal Électricien
- 5) Ingénieur Principal de Control et d'Instrumentation
- 6) Dessinateur Principal (mécanique)
- 7) Dessinateur Principal (électrique/électronique/instrumentation)
- 8) Spécialiste de l'Estimation des Coûts

11. équipe d'approvisionnement - deux spécialistes d'approvisionnement

6.16 Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter avec les spécifications et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas inclure l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard produits habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux, par exemple la sous-traitance évaluée à moins de 5 000,00 \$ pour l'ensemble du contrat.

6.17 Plan de contrôle de la qualité

Le soumissionnaire doit soumettre au Canada dans sa soumission un exemple de son Plan de Contrôle de la Qualité (PCQ), appliqué à des projets antérieurs de même nature.

6.18 Plan d'inspection et d'essai

Le soumissionnaire doit soumettre au Canada dans sa soumission un exemple d'un Plan d'Inspection et d'Essai (PIE) complet, avec les exigences et les rapports d'inspection établis dans le cadre de projets antérieurs de même nature (se référer à l'annexe P - Critères techniques obligatoires)).

6.19 Protection de l'environnement

Le soumissionnaire doit soumettre au Canada dans sa soumission les détails de son plan d'intervention en cas d'urgence environnementale, ses procédures de gestion des déchets ou de formation environnementale officielle suivie par ses employés.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit :

- a) Effectuer les travaux requis sur NGCC Terry Fox, tels que détaillés dans l'énoncé des travaux à l'annexe A qui comprend l'amarrage, l'inspection, la réparation, l'entretien et les modifications. L'annexe A comprend également l'ingénierie, la fourniture et l'installation des divers équipements majeurs, y compris le Système de Propulsion (voir (c) ci-dessous).
- b) Effectuer les travaux imprévus autorisés par l'Autorité Contractante pendant la durée du contrat.
- c) Fournir un remplacement du système de propulsion (SP) à vitesse moyenne qui répond aux exigences identifiées à l'annexe A - EDT, qui est accompli par la personnalisation des composants commerciaux sur étagère ou par la conception, l'intégration, l'essai du système, la formation, le soutien logistique intégré et la documentation. Un système de propulsion (SP) se compose, sans s'y limiter, d'un total de quatre moteurs diesel, deux boîtes à vitesses, quatre embrayages, deux arbres de rotation, des systèmes de support associés, un système de commande, tous les tuyaux/câblages/câbles nécessaires, des silencieux, toutes les modifications techniques requises, un ensemble d'intégration et d'installation ainsi que des pièces de rechange recommandées pour 5 ans. L'entrepreneur doit fournir les formations ainsi que les outils et équipements d'essai à usage spécial requis. Les moteurs Diesel doivent être au minimum certifiés OMI Niveau II, conformément à l'annexe VI de MARPOL et au règlement sur la pollution des navires et les produits chimiques dangereux. La conception et la fabrication de l'équipement et des composants connexes, leur intégration dans le navire, les modifications sur le navire et les installations complètes ainsi que la mise en services et tous les tests et essais doivent être conformes à la Société de Classification Agréée par le Canada conformément à la section 2 du règlement sur les machines de navires (loi sur la Marine Marchande du Canada, 2001) et Sécurité maritime de transports Canada. Les Sociétés de classification agréées en vertu de la loi sont : American Bureau of Shipping (ABS), Bureau Veritas (BV), Det Norske Veritas (DNV), Lloyd's Register and Germanischer Lloyd. Par conséquent, toutes les études, inspections, évaluations, calculs, conceptions, dessins, certifications, approbations et livrables nécessaires pour le développement du système de propulsion et son intégration et son installation sur le navire doivent être effectués par un architecte et/ou un ingénieur naval certifié (soit employé soit sous-contrat). L'entrepreneur doit conserver la responsabilité totale du système de propulsion, y compris tous les systèmes connexes pendant la conception, la fabrication, ainsi que l'ensemble d'intégration et d'installation livrés au Canada. Pendant la phase d'implémentation et d'installation, le représentant des équipements et composants connexes doit être présent au chantier naval. L'entrepreneur doit vérifier et certifier que l'intégration et l'installation sont conformes aux packages livrés au Canada. Dans le cas où les spécifications nécessitent des modifications suite aux travaux effectués sur le navire, l'entrepreneur devra modifier toutes les spécifications qui ont été impactées.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat ([Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat \(CCUA\) - Achatsetventes.gc.ca](#)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

7.2.1 Conditions générales

2030 (2020-05-28) Conditions générales – besoins plus complexes de biens sont par la présente modifiées de la façon suivante :

La section 22 (2014-09-25) Garantie est supprimée, dans son intégralité et remplacée par ce qui suit :

Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par ou au nom du Canada et sans restreindre aucune autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition imposée par la loi, l'entrepreneur garantit que, pendant 12 mois, sauf indication du contraire dans le contrat, les travaux seront exempts de tout défaut de conception, de matériaux et de fabrication et seront conformes aux exigences du contrat. La période de garantie commencera à partir de la date de livraison ou, si la réception a lieu à une date ultérieure. En ce qui concerne les biens du gouvernement non fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur s'étendra uniquement à sa bonne incorporation dans les travaux.

- 1- Aux fins de la garantie, l'acceptation aura lieu conformément à la section 7.34.
- 2- L'entrepreneur, à la demande du Canada, doit remplacer ou réparer à ses frais tout ouvrage fini, à l'exception d'un ouvrage gouvernemental incorporé dans l'ouvrage, qui devient défectueux ou qui ne se conforme pas aux exigences du contrat en raison d'une fabrication, de matériaux ou de matériaux défectueux ou inefficaces.
- 3- En cas de défaut ou de non-conformité dans une partie quelconque des travaux pendant la période de garantie, l'entrepreneur, à la demande du Canada, doit dès que possible réparer, ou remplacer à sa propre discrétion et dépense la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat.
- 4- Malgré l'acceptation des travaux finis, et sans aucune indication des autres conditions du contrat ou toute condition, garantie ou disposition imposée par la loi, l'entrepreneur garantit que les éléments suivants seront exemptés de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat :
 - (a) La peinture de la partie immergée de la coque pendant une période de 365 jours à compter de la date de désamarrage, sauf que l'Entrepreneur ne sera tenu de réparer et/ou de remplacer qu'une valeur à déterminer comme suit :

Coût original pour le Canada des travaux de peinture sous-marine, divisé par 365 jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. La somme résultante représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.
 - (b) Tous les autres travaux de peinture pendant une période de 365 jours à compter de la date d'acceptation des travaux ;
 - (c) Les articles achetés listés dans le tableau B1.1 – Jalons (prix et livraison) de l'annexe B – base de paiement, pour une période de 365 jours à compter de la date d'acceptation des travaux ;
 - (d) Tous les autres éléments des travaux pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation des travaux, sauf que :
 - i. la garantie sur les travaux liés à tout système ou équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continue sera pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation du navire ;
 - ii. pour tous les défauts, déviations et éléments de travail en suspens répertoriés sur le document d'acceptation à la livraison, la garantie sera de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation suivante pour chaque élément.
- 5- L'entrepreneur convient de transmettre au Canada et d'exercer au nom du Canada toutes les garanties sur les matériaux fournis ou détenus par l'entrepreneur qui dépassent les périodes indiquées ci-dessus.

- 6- Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés à l'usine de l'entrepreneur pour remplacement, réparation ou remise en état. Cependant, lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas opportun d'enlever les travaux de son emplacement, l'entrepreneur doit effectuer toute réparation des travaux sur place. Dans de tels cas, l'entrepreneur sera payé raisonnablement. Le coût comprendra les frais de déplacement et de subsistance raisonnables encourus, sans indemnité de profit, moins un montant égal au coût de la rectification du défaut ou de la non-conformité effectuée dans l'usine de l'entrepreneur.
- 7- Le Canada doit payer les frais de transport associés au retour des travaux ou de toute partie des travaux à l'usine de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport associés à l'expédition du remplacement ou au retour des travaux ou d'une partie des travaux lorsque rectifié au point de livraison spécifié dans le contrat ou à un autre endroit indiqué par le Canada.
- 8- L'entrepreneur doit remédier à toutes les données et rapports relatifs à toute correction ou remplacement en vertu de la présente section, y compris les révisions et la mise à jour de toutes les données, manuels, publications, logiciels et dessins concernés demandés dans le cadre du contrat, sans frais pour le Canada.
- 9- Si l'entrepreneur manque à une obligation décrite dans la présente section dans un délai raisonnable suivant la réception d'un avis, le Canada aura le droit de réparer ou de faire réparer les travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada ne souhaite pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, une réduction équitable sera effectuée dans le prix du contrat.
- 10- La période de garantie est automatiquement prolongée de la durée de toute période ou périodes pendant lesquelles le produit n'est pas disponible à l'utilisation ou ne peut pas être utilisée en raison d'un défaut ou d'une non-conformité pendant la période de garantie d'origine. La garantie s'applique à toute partie des travaux réparée, remplacée ou autrement réparée conformément au paragraphe 2, pour le plus élevé des montants suivants :
 - a. la période de garantie restante, y compris la prolongation, ou
 - b. 90 jours ou tout autre délai pouvant être spécifié à cette fin par accord entre les parties

Se reporter à l'annexe E - Garantie et à son appendice 1 pour les procédures de réclamation pour défaut de garantie.

7.2.2 Principes des coûts contractuels, se reporter l'annexe T - Conditions générales 1031-2, (2012-07016), Principes des coûts contractuels..

7.2.3 Conditions générales supplémentaires

1029 (2018-12-06) Réparation des navires, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4006 (2010-08-16) L'entrepreneur détiendra les droits de propriété intellectuelle sur les informations originaux, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

L'entrepreneur convient que la Période de Travail Totale (comprenant la «Période de Travail Initiale » et la « Période de Travail du Navire ») fournit une période adéquate pour effectuer les travaux en question et absorber une quantité raisonnable des travaux imprévus.

L'entrepreneur atteste qu'il a suffisamment de ressources matérielles et humaines allouées ou disponibles pour terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus au cours de la Période Totale des Travaux.

7.3.1 Période de Travail Initial

1. La Période de Travail Initial du contrat commencera à l'attribution du contrat.
2. Au cours de cette période, le Canada acquerra un Système de Propulsion (SP) ainsi que tous les composants à long délai (tel qu'identifiés dans l'annexe A – EDT). Ces derniers seront installés à bord du **NGCC Terry Fox** pendant la Période de Travail du Navire.
3. Les activités de préparations supplémentaires menées au cours de la Période de Travail Initial doivent inclure tous les travaux d'ingénierie nécessaires pour assurer la bonne intégration du nouvel Equipment sur le navire, ainsi que tout travail de préparation requis pour tous autre programme de prolongation de la durée de vie de navire ou de la maintenance de radoub décrits dans l'annexe A - EDT.
4. Les réunions d'examen de la conception doivent avoir lieu pendant cette Période de Travail Initial (se reporter à la section 7.33).
5. La Période de Travail Initial prendra fin au début de la Période de Travail du Navire.

7.3.2 Période de Travail du Navire

1. Les travaux doivent débuter et se terminer comme suit, pendant la Période de Travail du Navire :

Début : 1 Avril, 2023
Achèvement : 30 Septembre, 2024

2. Le Canada a le droit de reporter l'arrivée du navire aux installations de l'entrepreneur selon les conditions suivantes:
 - a) Si le Canada donne un avis préalable de 10 jours civils pour un retard de tout au plus 15 jours, l'entrepreneur ne peut réclamer aucun coût additionnel si le navire arrive à ses installations avec un délai maximum de 15 jours civils suivant la date du début des travaux indiquée ci-dessus. La date d'achèvement sera prolongée d'une période égale à la durée du retard.
 - b) Si le Canada ne donne pas d'avis préalable de 10 jours civils en cas de retard, la date d'achèvement sera ajustée raisonnablement selon l'incidence du retard, et le Canada versera seulement les frais de service quotidiens indiqués dans la base de paiement pour la période de retard.

7.3.3 Calendrier de livraison des jalons

Tous les livrables doivent être reçus conformément au calendrier indiqué à l'annexe B – Base de paiement, tableau B1.1 – Étapes (prix et livraison).

7.4 Responsables

7.4.1 Autorité Contractante

L'Autorité Contractante pour le contrat est :

Madeleine Pandini
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Secteur maritime
Téléphone : (873) 353-9119
Courriel : Madeleine.pandini@pwgsc.gc.ca

L'Autorité Contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'Autorité Contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'Autorité Contractante.

7.4.2 Responsable Technique

Le Responsable technique pour ce contrat est :

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom: _____
Téléphone: _____
Cellulaire: _____
Courriel : _____

Le Responsable Technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le Responsable Technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'Autorité Contractante.

7.4.3 Responsable de l'Inspection

L'Autorité d'Inspection pour le contrat est la Garde côtière Canadienne.

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom: _____
Téléphone: _____
Cellulaire: _____
Courriel : _____

Le Responsable d'Inspection est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont effectués en vertu du contrat et est responsable de l'inspection du travail et de l'acceptation de l'ouvrage fini. Le Responsable d'Inspection peut être représenté sur place par un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada qui peut de temps à autre être assigné au besoin de l'inspecteur désigné.

7.4.4 Responsable du Volet de Participation Autochtone

Le Responsable du Volet de Participation Autochtone (VPA) pour le contrat est :

Dolores Coelho
Agent Principal de Programme
Département de Services aux Autochtones Canada (DSAC)
10 Wellington Street, 11th Floor. Room 1105
Gatineau, Quebec K1A 0H4
819-918-0580
Dolores.coelho@canada.ca

Le responsable du VPA (ou son représentant délégué), désigné comme ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord (RCAAN) / Département des Services aux Autochtones Canada (DSAC), est la personne responsable des questions relatives aux exigences du VPA aux termes du présent contrat.

7.4.5 Représentant de l'Entrepreneur

Nom sera déterminé à l'attribution du contrat

Nom: _____
Téléphone: _____
Cellulaire: _____
Courriel: _____

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix ferme indiqué à l'annexe B – Base de paiement, Tableau B1 pour la somme des A) pour les travaux connus et C) paiements d'étape totaux. Les taxes applicables sont en sus, le cas échéant. Le paiement des travaux imprévus doit être conforme à l'annexe B – Base de paiement, Tableau B2.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les changements de conception, les modifications ou les interprétations des travaux, à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'Autorité Contractante avant leur intégration aux travaux.

7.5.2 Modalités de paiement - Paiements pour l'achat des équipements

1. Le Canada effectuera des paiements progressifs conformément aux calendriers de paiement à l'annexe B – Base de paiement, tableau B1.1, détaillés dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 90 % du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - (b) toutes les attestations requises sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
 - (c) tous les travaux associés à l'étape et, le cas échéant, tous les produits livrables requis ont été complétés et acceptés par le Canada.

2. La retenue de 10% moins la retenue de garantie (voir la section 7.6.4) sera libérée conformément aux dispositions de paiement du contrat dans les cas suivants :
 - (a) l'acceptation finale des travaux conformément à la section 7.34 a eu lieu ; et
 - (b) une demande de paiement a été soumise.

7.5.3 Modalités de paiement - Paiements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat pour le montant indique pour A) Travaux connus dans la tableau B1 de l'annexe B – Base de paiement, à raison de une fois par mois tout au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 % du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - (b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
 - (c) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 % de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - (d) toutes les attestations requises sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
2. La retenue de 10% moins la retenue de garantie (voir la section 7.6.4) sera libérée conformément aux dispositions de paiement du contrat dans les cas suivants :
 - (a) l'acceptation finale des travaux conformément à la section 7.34 a eu lieu ; et
 - (b) une demande de paiement a été soumise.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et se réserve le droit d'apporter s'il y a lieu des ajustements au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.5.4 Droit de rétention, article 427 de la Loi sur les banques

Clause H4500C du Guide des CCUA (2010-01-11) Rétention - article 427 de la Loi sur les banques s'applique et fait partie du contrat.

7.5.5 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2017-08-17), Limite de prix s'applique et fait partie du contrat.

7.5.6 Contrôle du temps

Clause du Guide des CCUA C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps s'applique et fait partie du contrat.

7.6 Instructions relatives à la facturation

7.6.1 Factures

1. Les factures doivent être à l'ordre de :

Garde Côtière Canadienne - Marine (ingénierie)
DFO.invoicing-facturation@DFO-MPO.GC.CA
À l'attention de : À déterminer

Et

La facture originale doit être acheminée aux fins de vérification à :

Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada
Direction des systèmes maritimes
Secteur des projets de défense et des grands projets
L'Autorité Contractante
À l'attention de : Madeleine Pandini
Courriel : <mailto:madeleine.pandini@tpsgc-pwgsc.gc.ca>

2. Le Canada n'effectuera de paiement que sur présentation d'une facture satisfaisante et dûment appuyée sur les documents de sortie précisés et tout autre document exigé en vertu du contrat.
3. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de facture avant l'achèvement et l'acceptation des travaux ou l'expédition des biens auxquels elle se rapporte.

7.6.2 Modalités de paiement - Acomptes

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>), Demande de paiement progressif.
Chaque demande doit comprendre ce qui suit :
 - (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
 - (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
 - (c) la description et la valeur du jalon réclamé tel que détaillé dans le contrat;
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier une réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'Autorité Contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.
4. L'Autorité Contractante fera parvenir ensuite la demande au Responsable de l'Inspection pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

5. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de réclamation avant que tous les travaux indiqués sur la demande soient achevés.

7.6.3 Pour les jalons énumérés dans le tableau B1.1 Jalons (prix et livraison) de l'annexe B - Base de paiement

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de paiement électronique Dépôt direct (national et international).

7.6.4 Retenue de garantie

7.6.4.1 Pour les jalons du tableau B1 de l'annexe B

1. Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) du montant indiqué pour C) Paiements d'étape totaux dans le tableau B1 de l'annexe B - Base de paiement, telle que modifiée en dernier lieu (taxes applicables exclues) sera appliquée à la réclamation finale pour Paiement.
2. La retenue de garantie sera libérée conformément aux dispositions de paiement du contrat dans les cas suivants :
 - (a) l'entrepreneur a rempli toutes ses obligations en vertu de la garantie ;
 - (b) une demande de paiement a été soumise.

7.6.4.2 Pour tous les autres éléments du contrat

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) du montant indiqué pour A) les travaux connus indiqués dans le tableau B1 de l'annexe B - Base de paiement, tel que modifié en dernier lieu, (taxes applicables exclues) sera appliquée à la demande de paiement finale. Cette retenue sera payable par le Canada à l'expiration de la ou des périodes de garantie de 90 jours. Les taxes applicables, le cas échéant, doivent être calculées et payées sur le montant total de la réclamation avant que la retenue de cinq pour cent (5 %) ne soit appliquée. Au moment où la retenue est libérée, il n'y aura pas de taxes applicables à payer, car elles ont été incluses dans les paiements précédents.

7.7 Attestations

7.7.1 Conformité

Sauf indication contraire, le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou précédent l'attribution du contact, ainsi que sa coopération continue pour fournir des renseignements supplémentaires sont des conditions essentielles du contrat et si l'entrepreneur ne se conforme pas, il sera en default. Les attestations peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'une entente de mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi est conclue entre l'entrepreneur et l'Emploi et Développement Social Canada (EDSC) - Travail, elle doit demeurer pendant toute la durée du contrat. Si l'accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires 4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (c) les Conditions générales supplémentaires 1029 (2018-12-06), Réparation des navires;
- (d) les Conditions générales 2030 (2018-06-21) Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- (e) les conditions générales 1031-2, (2012-07-16), Principes des coûts contractuels;
- (f) annexe A, Énoncé des travaux (EDT);
- (g) annexe B, Base de paiement;
- (h) annexe D, Exigences relatives aux assurances;
- (i) annexe E, Garantie;
- (j) annexe F, Procédure de traitement des travaux imprévus;
- (k) annexe G, Inspection/Contrôle de la qualité;
- (l) annexe I, Garde de navire;
- (m) annexe J, Renseignements généraux sur le volet de participation autochtone;
- (n) annexe K, Formulaire d'attestation au Volet de Participation Autochtone;
- (o) annexe L, Plan du Volet de Participation Autochtone;
- (p) annexe M, Exigences de certification autochtone;
- (q) annexe N, Rapports du Volet de Participation Autochtone;
- (r) annexe V, REP-REC;
- (s) annexe R, Modèles. et
- (t) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (insérer la date de la soumission), telle que modifiée _____ (insérer la ou les date(s) de modification, le cas échéant); et

7.11 Exigences relatives aux assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D - Exigences relatives aux assurances. Il doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa propre protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'Autorité Contractante, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'Autorité Contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.12 Limite de la responsabilité de l'entrepreneur pour les dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre clause du marché et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants et leurs employés.
2. Si la réclamation est fondée sur un contrat, un délit ou toute autre cause d'action, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages causés au Canada par l'exécution ou l'inexécution du contrat est limitée à 10 millions de dollars par incident ou occurrence, jusqu'à concurrence d'un montant annuel cumulatif de 20 millions de dollars, pour les pertes ou dommages causés au cours d'une année donnée d'exécution du contrat, chaque année commençant à la date d'entrée en vigueur du contrat ou à sa date d'anniversaire. Cette limite de la responsabilité de l'entrepreneur ne s'applique pas aux cas suivants :
 - a) toute violation des droits de propriété intellectuelle;
 - b) tout manquement aux obligations de garantie;
 - c) toute responsabilité du Canada envers un tiers découlant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat; ou
 - d) toute perte pour laquelle les polices d'assurance précisées dans le contrat ou toute autre politique d'assurance détenue par l'entrepreneur fournissent une couverture d'assurance.
3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers dans le cadre du contrat, que le tiers fasse la réclamation envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada est tenu, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.
4. Les parties conviennent que rien dans la présente ne vise à limiter les intérêts assurables de l'entrepreneur ni à limiter les montants autrement recouvrables en vertu d'une police d'assurance. Les parties conviennent que dans la mesure où la couverture d'assurance requise par l'entrepreneur en vertu du présent contrat ou toute couverture d'assurance supplémentaire contractée par l'entrepreneur, selon la plus élevée des deux, est supérieure à la limite de la responsabilité décrite au sous-article (2), les limites prévues dans la présente sont augmentées en conséquence, et l'entrepreneur sera responsable du montant le plus élevé si le produit de l'assurance est récupéré.
5. Si, à tout moment, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur pour toutes les pertes ou dommages subis par le Canada en raison de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, à l'exception des responsabilités décrites aux paragraphes 2 a), b), c) et d), dépasse 40 millions de dollars, chaque partie peut résilier le contrat en donnant un avis écrit à l'autre partie, et aucune des parties n'intentera une réclamation contre l'autre pour des dommages, des coûts, des profits escomptés ou toute autre perte découlant de la résiliation. Toutefois, une telle résiliation ou expiration du contrat ne pourra réduire ou résilier les responsabilités accumulées à la date d'entrée en vigueur de la résiliation, mais ces responsabilités sont sujettes aux limites précisées aux paragraphes 1) à 4) ci-dessus.
6. Conformément au présent article, la date de résiliation sera la date indiquée par le Canada dans son avis de résiliation, ou si c'est l'entrepreneur qui exerce le droit de résiliation, dans l'avis que le Canada fera parvenir à l'entrepreneur en réponse à cet avis. La date de résiliation devra être déterminée à la discrétion du Canada, jusqu'à un maximum de 12 mois après l'avis initial de résiliation donné par l'une ou l'autre des parties, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

7. Les autres recours du Canada ne seront nullement limités, y compris le droit du Canada de résilier le contrat pour manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations en vertu du présent contrat, à moins que l'entrepreneur ait atteint la limite de sa responsabilité.

7.13 Garantie financière

7.13.1 Durée de la garantie financière

Toute obligation, lettre de change, lettre de crédit ou autre garantie fournie par l'entrepreneur au Canada en conformité avec les modalités du contrat ne doit pas prendre fin moins de 90 jours après la date d'achèvement indiquée dans le contrat. L'Autorité Contractante peut, à son entière discrétion, exiger le prolongement de la période de la garantie, à l'égard de laquelle l'entrepreneur pourra demander une compensation financière.

L'Autorité Contractante peut, à son entière discrétion, retourner la garantie à l'entrepreneur avant son échéance, pourvu qu'aucun risque n'en découle pour le Canada.

7.13.2 Garantie financière du contrat

1. L'entrepreneur doit fournir l'une des garanties financières contractuelles suivantes dans les **cinq (5)** jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat :

- a) un cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505) ainsi qu'un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506), chacun représentant 20 % du prix du contrat;

OU

- b) un dépôt de garantie tel qu'il est défini ci-dessous, représentant 10 % du prix du contrat.

Tout cautionnement doit être accepté à titre de garantie par l'une des compagnies de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12027>). Les formulaires de cautionnement mentionnés au paragraphe a) ci-dessus sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>.

2. Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas le dépôt de garantie selon le montant établi ci-haut dans le délai prescrit, l'entrepreneur sera en défaut. Le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat pour manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière, et accepter une autre soumission, rejeter toutes les soumissions ou publier une nouvelle demande de soumissions.
3. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont joints aux obligations. L'entrepreneur doit fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.
4. Si le dépôt de garantie est sous forme d'une lettre de change, le Canada déposera celle-ci dans un compte ouvert au Trésor. Les lettres de change qui sont déposées au Trésor produiront des intérêts simples, calculés selon les taux qui sont en vigueur pendant la période de détention du dépôt.

Ces taux sont publiés chaque mois par le ministère des Finances et correspondent au rendement moyen des bons du Trésor de quatre-vingt-dix 90 jours, moins de 1/8 de 1 %. Les intérêts sont versés annuellement ou au moment où le dépôt de garantie est retourné à l'entrepreneur, selon la première éventualité. L'entrepreneur peut toutefois demander au Canada de conserver la lettre de change sans l'encaisser, auquel cas aucun intérêt n'est versé.

5. Le Canada peut convertir le dépôt de garantie pour son usage si les circonstances lui permettent de résilier le contrat pour manquement; toutefois, cette conversion ne constitue pas la résiliation du contrat.
6. Lorsque le Canada convertit le dépôt de garantie :
 - a) il utilise la somme pour achever les travaux selon les modalités du contrat, dans la mesure du possible, et tout solde est retourné à l'entrepreneur à la fin de la période de garantie; et
 - b) si le Canada conclut un contrat pour achever les travaux, l'entrepreneur :
 - (i) sera considéré comme ayant irrévocablement abandonné les travaux;
 - (ii) demeurera responsable des frais excédentaires liés à l'achèvement des travaux si le montant du dépôt de garantie n'est pas suffisant à cette fin. Les « frais excédentaires » désignent toute somme dépassant le montant du prix contractuel impayé ainsi que le montant du dépôt de garantie.
7. Si le Canada ne convertit pas le dépôt de garantie pour son usage avant la fin de la période du contrat, il le retourne à l'entrepreneur dans un délai raisonnable après cette date.
8. Si le Canada convertit le dépôt de garantie pour des raisons autres que la faillite, la garantie financière doit être rétablie à la valeur du montant susmentionné afin que ce montant soit disponible jusqu'à la fin de la période du contrat.
9. Dans le présent article,
un « dépôt de garantie » désigne :

- a) une lettre de change payable au Receveur Général du Canada et certifiée par une institution financière agréée ou tirée par une telle institution sur elle-même; ou alors
- b) une obligation garantie par le gouvernement; ou
- c) une lettre de crédit de soutien irrévocable; ou
- d) toute autre garantie jugée acceptable par l'Autorité Contractante et approuvée par le Conseil du Trésor.

Une « institution financière agréée » désigne :

- a) toute société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements;
- b) une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'Assurance-Dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
- c) une caisse de crédit au sens du paragraphe 137(6) de la Loi de l'impôt sur le revenu;

- d) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par une province canadienne ou un territoire;
- e) la Société canadienne des postes.

Une « obligation garantie par le gouvernement » désigne une obligation du gouvernement du Canada ou une obligation dont le capital et les intérêts sont garantis inconditionnellement par le gouvernement du Canada et qui est :

- a) payable au porteur;
- b) accompagnée d'un acte dûment exécuté de transfert au receveur général du Canada, conformément au Règlement sur les obligations intérieures du Canada;
- c) enregistrée au nom du receveur général du Canada.

Une « lettre de crédit de soutien irrévocable » :

- a) désigne une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom,
 - (i) versera un paiement au Canada, en tant que bénéficiaire,
 - (ii) acceptera et paiera les lettres de change tirées par le Canada,
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change,
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
- b) doit préciser le montant nominal qui peut être prélevé sur celui-ci;
- c) doit indiquer sa date d'expiration;
- d) doit prévoir le paiement à vue au Receveur Général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé indiqué dans la lettre de crédit par son bureau;
- e) doit prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas le montant nominal de la lettre de crédit;
- f) doit prévoir son assujettissement aux Règles et Usances Uniformes relatives aux Crédits Documentaires (RUUCD) de la Chambre de Commerce Internationale (CCI), révision de 2007, publication n° 600 de la CCI. En vertu des RUUCD de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet égard;
- g) doit être émise (émetteur) ou confirmée (confirmateur), dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

L'entrepreneur doit respecter les exigences canadiennes en matière d'immigration applicables aux ressortissants étrangers qui entrent au Canada pour travailler temporairement en vue d'exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada en vue d'exécuter le contrat, il doit communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus proche pour s'informer sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en matière de délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur sera responsable de tous les coûts qui pourraient résulter du non-respect des exigences en matière d'immigration.

7.15 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'entrepreneur doit aviser l'Autorité Contractante, par écrit, de tout changement à la liste des sous-traitants avant de commencer les travaux.

Lorsque l'entrepreneur sous-traite certains travaux, un exemplaire copie du bon de commande de sous-traitance doit être fournie à l'Autorité Contractante. De plus, l'entrepreneur doit surveiller l'avancement des travaux sous-traités et informer le Responsable de l'Inspection des étapes pertinentes des travaux pour permettre l'inspection lorsque le Responsable de l'Inspection le juge nécessaire.

7.16 Calendrier des travaux et rapports

Le Calendrier de Travail Préliminaire fourni avec la soumission doit être révisé, détaillé et soumis avant l'Examen Critique de la Conception mentionné à la section 7.33.1.

Le ou les calendriers des travaux doivent avoir été conçus au moyen d'un logiciel de gestion de projet commercial, soit MS Projet ou un logiciel équivalent approuvé par le Responsable Technique.

Le ou les calendriers des travaux soumis doivent être conforme à l'annexe A – Énoncé des travaux. Pendant la période des travaux de radoub, le calendrier des travaux doit être revu de façon continue par le Canda et l'entrepreneur.

Le calendrier détaillé des travaux, indiquant les dates de début et d'achèvement des éléments des travaux, doit inclure :

- Des dates cibles réalistes pour les événements importants ;
- Les objectifs de livraison ;
- Les tâches traçables ;
- Les prédécesseurs (les dépendances et les liens avec d'autres articles/achetés/ etc. doivent être implémentés dans le logiciel ;
- Le chemin critique ;
- Les Indicateurs de jalons ;
- La répartition anticipée du travail au niveau système et de ses composants (structure de répartition de travail, niveau 3) ; et
- Le plan de déploiement de la main-d'œuvre, ou la charge de main-d'œuvre pour les disciplines suivantes :
 - Soudage et Assemblage ;
 - Tuyauterie ;
 - Mécanique ;
 - Électronique ;
 - Contrôles et Instrumentation.

Un modèle de rapport d'étape bimensuel est fourni à l'annexe R - Modèles. Chaque section du rapport doit être remplie par l'entrepreneur. Les annexes notées dans le modèle de rapport d'étape bimensuel doivent être mises à jour à la fréquence indiquée sur le modèle.

Le rapport d'étape bimensuel doit être envoyé par courriel à l'Autorité Contractante, au Responsable Technique et au Responsable de l'Inspection, ainsi que les annexes applicables en pièces jointes individuelles. Le rapport d'avancement bimensuel et ses annexes doivent être soumis avant midi (HNE), deux (2) jours ouvrables avant la réunion d'examen bimensuelle prévue (voir la section 7.33 pour plus de détails).

7.17 Matériaux isolants - Sans amiante

Tous les matériaux utilisés pour isoler ou ré-isoler une surface à bord du navire devront respecter les Normes Maritimes de Transports Canada pour les travaux maritimes commerciaux et, pour tous les travaux, être exempts d'amiante sous quelque forme que ce soit. L'entrepreneur devra veiller à ce que toutes les machines et l'équipement situés dessous ou adjacents à toutes surfaces devant être réisolées, soient adéquatement couvertes et protégées avant d'enlever l'isolation existante.

7.18 Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le Responsable Technique peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

7.19 ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité

Pour l'exécution des travaux décrits dans le contrat, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publiée par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur.

Le système de gestion de la qualité de l'entrepreneur doit tenir compte de chacune des exigences de la norme.

7.20 Services de gestion de projets

L'entrepreneur devra fournir sa propre équipe de gestion du projet, dont les membres devront posséder l'expérience nécessaire et être en mesure de gérer ce contrat. Le personnel de gestion du projet, les services et les produits livrables doivent être conformes au besoin du contrat.

1. Objet

- a) Les titres de postes utilisés dans la présente annexe visent uniquement à fournir des éclaircissements pour ce document. L'entrepreneur est libre de choisir des titres de postes qui conviennent à son organisation.
- b) L'entrepreneur, par l'entremise de son équipe de gestion de projet, doit assumer les fonctions et fournir les produits livrables requis dans le cadre du contrat et des spécifications.
- c) La gestion de projet comprend l'orientation et le contrôle de fonctions comme l'ingénierie, la planification, les achats, la fabrication, l'assemblage, les remises en état, les installations, ainsi que les essais et les tests.

2. Chargé de projet (CP)

- a) L'entrepreneur doit fournir un chargé de projet expérimenté (CP), qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11. Cette personne doit être affectée au Contrat à temps plein.

Le nom du chargé de projet : _____.

3. Fournisseur et Intégrateur de Système Unique (FISU), selon l'énoncé des travaux, partie A, section GR 12

- a) L'entrepreneur doit fournir un Fournisseur et Intégrateur de système unique expérimenté (FISU - qui relève du Chargé de Projet (CP)). La personne identifiée doit être une personne différente et unique de toute autre personne identifiée aux articles 3 à 11. Cette personne doit être affectée au Contrat à temps plein.

Nom du FISU : _____.

4. Responsable de assurance de la qualité, d'inspection et des tests

- a) L'entrepreneur doit fournir un poste de facilitateur expérimenté en matière d'assurance qualité, d'inspection et de tests, qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11. Cette personne doit être affectée au Contrat à temps plein.

Nom du facilitateur : _____.

5. Planificateur de calendrier

- a) L'entrepreneur doit fournir un planificateur de calendrier expérimenté en matière de la gestion du calendrier de travail, qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11. Cette personne doit être affectée au Contrat à temps plein.

Nom du planificateur de calendrier : _____.

6. Supervision des navires

- a) L'entrepreneur doit fournir un superviseur/surintendant de navire expérimenté (supervise tous les travaux sur le navire), qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11. Cette personne doit être affectée au contrat à temps plein. La supervision doit être présente en tout temps pendant qu'il y a des travaux en cours sur le navire (dans le cas où il y a deux quarts de travail).

Nom du superviseur / surintendant de navire : _____.

7. Agent de sécurité / Spécialiste en santé et sécurité au travail

L'entrepreneur doit fournir un agent de sécurité / spécialiste en santé et sécurité, qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11.

Nom de l'agent de sécurité / spécialiste en santé et sécurité : _____.

8. Responsable de contrôle de documentation

L'entrepreneur doit fournir un spécialiste du contrôle des documents expérimenté, qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11. Cette personne doit être affectée au contrat à temps plein.

Solicitation No. - N° de l'invitation
F7049-200041/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
F7049-200041

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
042mdF7049-200041

Buyer ID - Id de l'acheteur
043md
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Nom du responsable de contrôle de documentation : _____.

9. Estimateur de coûts (chantier naval)

L'entrepreneur doit fournir un estimateur de coûts expérimenté, qui doit être différent de toute autre personne identifié aux articles 3 et 11.

Nom de l'estimateur de coûts (chantier naval) : _____.

10. Équipe d'ingénierie

L'entrepreneur doit avoir une capacité d'ingénierie interne ou un accord contractuel en place avec une firme canadienne d'ingénierie de conception maritime, qui comprend une variété d'ingénieurs appartenant à l'association provinciale d'ingénieurs professionnels. Ces personnes qui consacreront du temps au projet, devront avoir leur nom sur les soumissions telles que les dessins, les spécifications, les manuels, les rapports et les instructions.

Nom de l'Ingénieur Principal Architecte Naval: _____.

Nom de l'Ingénieur Principal des Systèmes Marins : _____.

Nom de l'Ingénieur Principal Maritime : _____.

Nom de l'Ingénieur Principal Électricien: _____.

Nom de l'Ingénieur Principal de Control et d'Instrumentation : _____.

Nom du Dessinateur Principal (Mécanique): _____.

Nom du Dessinateur Principal (Électrique/Électronique/Instrumentation): _____.

Nom du Spécialiste de l'Estimation des Coûts : _____.

11. Équipe d'approvisionnement

L'entrepreneur doit disposer d'une capacité d'approvisionnement interne ou contractuelle, c'est-à-dire un service dédié ou un service contractuel avec des procédures bien définies.

Nom du spécialiste d'approvisionnement : _____.

Nom du spécialiste d'approvisionnement : _____.

12. Équipe de gestion de projet

L'équipe de gestion de projet de l'entrepreneur doit assurer le contrôle efficace des éléments du projet, y compris, mais sans s'y limiter :

- i. Gestion de projet ;
- ii. Assurance qualité ;
- iii. Ingénierie ;
- iv. Planification et calendrier ;
- v. Surveillance de navire.

13. Rapports

Les rapports et les documents de gestion suivants doivent être préparés et conservés par l'entrepreneur et soumis au Canada conformément au Contrat ou à la demande de l'Autorité Contractante :

- i. Le Calendrier de Travail (tel que indique à l'annexe A – Énoncé des travaux et à la clause 7.16) avec ajustement de main d'œuvre ;
- ii. Le rapport sommaire Plan d'Inspection et d'Essai (conformément à l'annexe G - Inspection/Contrôle de la Qualité, la clause 7.22 et au modèle de l'annexe R - Modèles) ;
- iii. Journal de gestion des défauts et résumé des travaux de croissance (voir le modèle à l'annexe R - Modèles à utiliser) ;
- iv. Registre de gestion des risques (voir le modèle à l'annexe R - Modèles à utiliser) ;
- v. Documents /rapports de gestion de projet – Plan d'action du projet (tel que décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux);
- vi. Registre des documents et des dessins (tel que décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux et selon le modèle à l'annexe R - Modèles) ;
- vii. Rapports d'avancement bimensuels (tel que décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux, la clause 7.16 et selon le modèle à l'annexe R - Modèles).

7.21 Plan de Contrôle de la Qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et suivre le Plan de Contrôle de la Qualité qui a été préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de la norme ISO10005:2005 Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité, et qui a été approuvé par le Responsable de l'Inspection et le Responsable Technique. Le Plan de Contrôle de la Qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et préciser comment les activités liées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiés aux paragraphes du Plan de Contrôle de la Qualité où l'élément a été traité. Le Plan de Contrôle de la Qualité doit être mis à la disposition du Responsable de l'Inspection et du Responsable Technique aux fins d'examen et d'approbation dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

Les documents mis en référence dans le Plan de Contrôle de la Qualité doivent être disponibles à la demande du Responsable de l'Inspection.

L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan pendant la durée du contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Ces modifications doivent être acceptées par le Responsable de l'Inspection et le Responsable Technique.

7.22 Plan d'inspection et d'essai

L'entrepreneur doit, à l'appui de son Plan de Contrôle de la Qualité, mettre en œuvre un Plan d'Inspection et d'Essai approuvé. Ce plan doit être mis à la disposition de Responsable d'Inspection et du Responsable Technique pour examen et approbation avant l'examen de conception préliminaire mentionné à la section 7.33.1.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires pour le Canada, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons de l'entrepreneur pouvant raisonnablement être demandés par le Responsable de l'Inspection pour vérifier la conformité aux exigences de contrat. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que les échantillons à l'endroit indiqué par le Responsable de l'Inspection.

Se reporter à l'annexe G - Inspection/Contrôle de la Qualité pour les détails et à l'annexe R - Modèles pour compléter le modèle de Plan d'Inspection et d'Essai.

7.23 Équipement/Systèmes : Inspection/essai

Les inspections et les essais de l'équipement, du matériel et des systèmes seront réalisés conformément à la spécification. L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et toutes les inspections nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

Se reporter à l'annexe G - Inspection/Contrôle de la Qualité pour les détails.

7.24 Protection de l'environnement

L'entrepreneur et ses sous-traitants qui effectuent des travaux sur un navire de Canada doivent respecter les normes de l'industrie, les règlements et les lois environnementales qui s'appliquent aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

L'entrepreneur doit avoir des procédures et des processus détaillés pour l'identification, l'enlèvement, le suivi, le stockage, le transport et l'élimination de tous les polluants possibles et les matières dangereuses potentiels rencontrés, afin d'assurer la conformité aux exigences susmentionnées. L'entrepreneur doit maintenir en vigueur toutes ses procédures en matière de protection de l'environnement, pendant toute la durée du contrat.

Tous les certificats d'élimination des déchets doivent être remis au Responsable Technique, et des exemplaires doivent être envoyés à l'Autorité Contractante. De plus, l'entrepreneur doit remettre sur demande de l'Autorité Contractante des preuves supplémentaires du respect des lois et des règlements environnementaux municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'entrepreneur doit avoir mis en place de procédures ou de plans d'intervention en cas d'urgence environnementale. Les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants doivent avoir reçu une formation appropriée en préparation aux situations d'urgence et organisation des secours. Les employés de l'entrepreneur qui mène des activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doivent posséder les compétences nécessaires en raison de leurs études, de leur formation ou de leur expérience.

7.25 Déchets dangereux

1. L'entrepreneur reconnaît que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et d'autres produits dangereux ou substances toxiques.
2. Le prix comprend tous les coûts associés à l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et/ou travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord du navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, la manutention, l'élimination ou l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.
3. La date d'achèvement des travaux tient compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination et/ou le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements applicables et que cela ne constituera pas un retard excusable tel qu'énoncé dans la clause Retard Justifiable des Conditions Générales, qui fait partie du Contact subséquent.

7.26 Supervision de Ravitaillement en carburant et débarquement du carburant

L'entrepreneur doit s'assurer que le ravitaillement en carburant et le débarquement du carburant des navires du gouvernement canadien doivent être effectués sous la supervision d'un superviseur responsable possédant la formation et l'expérience nécessaires à de telles opérations.

Tout le ravitaillement et le débarquement de carburant sur le **NGCC Terry Fox** doivent être effectués conformément aux procédures soumises et acceptés par l'entrepreneur.

7.27 Protection incendie, lutte contre les incendies et formation

L'entrepreneur doit maintenir en vigueur des procédures en matière de protection incendie, de lutte contre les incendies et de formation pendant toute la durée du contrat.

7.28 Prêts d'équipement - Marine

L'entrepreneur peut demander l'emprunt d'outils spéciaux du gouvernement et d'équipement d'essai pour le navire précisé dans l'annexe A – Énoncé des travaux. Le reste de l'équipement nécessaire à l'exécution des travaux dans l'annexe A – Énoncé des travaux, incombe entièrement à l'entrepreneur.

L'équipement prêté en vertu de cette disposition doit être utilisé uniquement pour effectuer les travaux prévus en vertu du présent contrat et pourra faire l'objet de frais de surestaries s'il n'est pas retourné à la date indiquée par le Canada. En outre, l'équipement prêté en vertu de cette disposition devra être retourné en bonne condition, compte tenu de son usure normale.

Une liste de l'équipement du gouvernement que l'entrepreneur compte demander doit être présentée à l'Autorité Contractante dans les dix (10) jours suivant l'attribution du contrat, afin de permettre qu'il lui soit fourni en temps opportun ou que d'autres dispositions puissent être prises. La demande doit préciser la période au cours de laquelle l'équipement sera requis.

7.29 Certification relative au soudage

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau Canadien du Soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association Canadienne de Normalisation (CSA):
 - (a) CSA W47.1- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (Division 1 ou 2), y compris la mise en œuvre de l'annexe maritime dans la portée des opérations de la société (par exemple, les opérations maritimes) ;
 - (b) CSA W47.2-- édition la plus récente, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Division 1 ou 2).
2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du Responsable Technique, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'un exemplaire de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudage, selon les normes du BCS.

7.30 Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

Guide des CCUA, Clause B5007C (2010-01-11) Procédures pour les modifications de conception ou les travaux supplémentaires.

En outre, se reporter à l'annexe F - Procédure de traitement des travaux imprévus.

7.31 Radoub du navire sans équipage

Clause du Guide des CCUA A0024C (2014-11-27) Radoub du navire sans équipage

Le navire sera sans équipage à partir de début de la période de travail du navire jusqu'à environ un mois avant les essais en mer (date exacte à confirmer) et sera considéré comme hors service. Durant cette période, la charge ou la garde du navire sera assurée par l'entrepreneur et il en aura le contrôle.

Le navire doit être rendu complètement habitable pour que l'équipage retourne au navire environ un mois avant les essais en mer (date exacte à confirmer) pour préparer la mise en service du navire, la mise en fonctionnement et mener les tests et les essais. Pour que le navire soit habitable, la cuisine du navire doit être rendue opérationnelle, les logements de l'équipage doivent être nettoyés et préparés, les toilettes et les douches doivent être entièrement fonctionnelles, l'eau potable doit être fournie et les salles de bain doivent être opérationnelles.

À partir du moment où l'équipage regagne le navire jusqu'à la fin de la période de travail du navire, le navire sera habité et sera considéré comme étant en service. Durant cette période, la charge et la garde du navire seront assurées par le Canada et sous son contrôle.

Se reporter à l'annexe I - Garde du navire pour plus de détails.

7.32 Réunion de lancement de la Période de Travail, Réunion d'examen des bons de commande critiques et Réunion du projet et de lancement du radoub

Une réunion technique de lancement de la Période de Travail Initiale sera convoquée et présidée par l'Autorité Contractante et l'Autorité Technique au port d'attache du navire, à un moment qui sera déterminé peu après l'attribution du contrat, dans les cinq jours ouvrables suivant l'attribution du contrat. Au cours de cette réunion, les détails des spécifications du navire et les achats d'équipement seront discutés. L'entrepreneur doit soumettre les éléments suivants à l'autorité contractante, au moins trois jours ouvrables avant la réunion prévue :

- Organigrammes d'équipe (ingénierie et chantier naval) ;
- Demande de liste d'équipement du gouvernement (clause 7.28); et
- Liste des demandes d'achat critiques (c.-à-d. articles à long délai).

Ce sera l'occasion pour toutes les parties de partager des informations sur le projet à un stade précoce, afin de faciliter la planification. Des réunions ultérieures supplémentaires peuvent être nécessaires.

Une réunion d'examen des bons de commande critiques (c'est-à-dire pour les articles à long délai) doit avoir lieu dans les douze (12) jours ouvrables suivant le lancement de la Période de Travail Initiale. L'entrepreneur doit soumettre les documents suivants pour examen à l'Autorité Contractante, au moins trois jours ouvrables avant la réunion prévue :

- Bons de commande, y compris les numéros de pièces, pour la vérification du respect de l'annexe A – Énoncé des travaux.

Les bons de commande critiques doivent être passés dans les vingt-cinq (25) jours ouvrables suivant l'attribution.

Une réunion de lancement du radoub sera convoquée et présidée par l'entrepreneur dans les installations de l'entrepreneur à un moment proche de l'arrivée du navire au chantier naval. Au cours de cette réunion, les détails de l'arrivée du navire et du début des travaux seront discutés.

7.33 Réunions d'examen

7.33.1 Réunions d'examen de la conception

1. L'entrepreneur doit organiser des réunions d'examen, préliminaires et critiques, de la conception et fournir les produits livrables requis pour l'ensemble de conception conformément à l'annexe V - REP - REC.
2. L'entrepreneur doit planifier la REP entre le 2 et le 22 octobre 2022 ou 90 à 100 jours après l'attribution du Contrat. L'examen de la REP doit inclure l'examen des livrables de la REP répertoriés dans le tableau REP-REC de l'annexe « V » – REP-REC. L'entrepreneur doit soumettre les produits livrables de la REP à l'Autorité Contractante et au Responsable Technique, pour examen, au moins dix (10) jours ouvrables avant la réunion prévue.
3. L'entrepreneur doit planifier la REC entre le 20 janvier et le 9 février 2023 ou 200 à 220 jours après l'attribution. L'examen de la REC doit inclure l'examen des livrables de la REC répertoriés dans le tableau REP-REC de l'annexe « V » – REP-REC. L'entrepreneur doit soumettre les produits livrables de la REC à l'Autorité Contractante et au Responsable Technique, pour examen, au moins dix (10) jours ouvrables avant la réunion prévue.
4. Les livrables répertoriés pour REP et REC sont souvent identiques. Si le livrable est finalisé à l'étape de la REP, il peut alors ne pas nécessiter d'examen à la REC.
5. Lorsque le Canada allègue et que l'entrepreneur convient que la conception est défectueuse ou déficiente, l'entrepreneur doit corriger le dessin.
6. Lorsque l'Autorité Contractante et le Représentant de l'entrepreneur sont incapables de résoudre le défaut ou la déficience de conception, ils conviennent de suivre les prescriptions de la clause de règlement des différends contractuels.

7.33.2 Réunions d'examen technique

Au cours de la période de travail de réparation du navire, l'entrepreneur doit coordonner, convoquer et mener des réunions d'examen technique bi-hebdomadaires dans les installations de l'entrepreneur à une date qui est à déterminer. L'objectif de ces réunions est de discuter et de résoudre les problèmes techniques susceptibles d'affecter l'avancement des travaux.

Un modèle de registre de dessins et de documents est fourni à l'annexe R - Modèles (c'est-à-dire le registre de dessins et de documents tel que décrit à l'annexe A – Énoncé. Des travaux). L'entrepreneur doit énumérer et détailler chaque dessin et document livrable dans ces registres pour la durée du contrat. Un seul livrable doit être répertorié sur chaque ligne ou rangée. Chaque registre n'est que partiellement rempli, mais doit être examiné et rempli conformément au contenu de l'annexe A – Énoncé. Des travaux.

7.33.3 Réunions bimensuelles d'examen des progrès

Les réunions d'examen de l'avancement, présidées par l'entrepreneur, auront lieu dans les installations de l'entrepreneur, au besoin (au minimum deux fois par mois (la première réunion doit avoir lieu au cours de la première semaine de chaque mois, et la seconde doit avoir lieu deux semaines plus tard) après le début de la période de travail de navire, dans les deux jours ouvrables suivant la soumission du rapport bimensuel de l'avancement(se reporter à

7.16). D'autres réunions intermédiaires pourront également être organisées. Lors de ces réunions, l'entrepreneur sera représenté, à tout le moins, par le chargé de projet, le FISU, le superviseur/superintendant du navire et le facilitateur/gestionnaire de l'assurance qualité, de l'inspection et des essais.

Au cours de chaque réunion d'examen de l'avancement, l'entrepreneur doit fournir un état de l'ensemble des travaux, y compris le programme, la production, les tests, le soutien logistique intégré, les sous-contrats, les risques, la gestion des pièces/matériaux et l'avancement en ce qui concerne le calendrier de travail, et la structure de répartition du travail associée. Pour chaque réunion, le Contractant doit :

- a) S'assurer que ses données, son personnel et ses installations sont disponibles pour chaque réunion officielle afin que celles-ci se déroulent efficacement ; et
- b) Inclure les points suivants à l'ordre du jour aux fins de discussion et de résolution :
 - i. Plan d'action du projet
 - ii. Les questions relatives au contrat;
 - iii. Les questions financières;
 - iv. Les questions d'ordre techniques (de haut niveau affectant le calendrier et le budget);
 - v. Les questions environnementales, de santé et de sécurité;
 - vi. Les mesures de suivi précédentes.

7.34 Travaux en Suspens et Acceptation

1. Le Responsable de l'Inspection ou le Responsable Technique, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux en suspens à la fin de la période de travail du navire. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation du navire. Une réunion d'achèvement du contrat sera organisée par le Responsable de l'Inspection à la date d'achèvement des travaux pour passer en revue et signer le document d'acceptation PWGSC-TPSGC 1205. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie (section 7.6.4), une retenue supplémentaire correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.
2. L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus, qui sera distribué (par courriel) par le Responsable de l'Inspection comme suit :
 - a) une copie à l'Autorité Contractante;
 - b) une copie au Responsable Technique;
 - c) une copie à l'entrepreneur.

Se reporter à l'annexe I pour les détails concernant les procédures d'acceptation et les rapports.

7.35 Déchets et débris

Malgré toute autre disposition du contrat, les déchets et débris découlant du contrat, autres que les pièces recensées, appartiendront à l'entrepreneur comme faisant partie du prix contractuel.

7.36 Stabilité

L'entrepreneur sera l'unique responsable de la stabilité, et de l'assiette du navire durant la période où le navire se trouve dans les installations de l'entrepreneur, y compris l'amarrage et le désamarrage. L'entrepreneur doit conserver les renseignements relatifs au changement de poids ayant une incidence sur la stabilité du navire durant la période d'amarrage. Lors de la remise du navire, le Responsable Technique fournira à l'entrepreneur les courbes de stabilité, les courbes hydrostatiques, l'état des réservoirs et la localisation du centre de gravité, ainsi que d'autres renseignements pertinents concernant l'état du navire.

7.37 Navire - accès du Canada

Le Canada se réserve le droit de faire exécuter par son personnel des travaux limités à l'égard de l'équipement situé à bord du navire. Ces travaux seront effectués à des moments mutuellement acceptables pour le Canada et l'entrepreneur.

7.38 Titre de propriété - navire

Si l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Canada ou ses agents auront dès lors le droit d'entrer dans le chantier naval, sans obtenir au préalable une ordonnance du tribunal, et de prendre possession du « navire » et de tout autre bien du Canada, y compris mais sans s'y limiter, les travaux en cours exécutés sur les lieux, et d'exécuter tous les travaux requis pour permettre au navire et à d'autres biens de ce type d'être retirés du chantier naval.

Clause A9006C du Guide des CCUA (2012-07-16) – Contrat de défense.

Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés, appartient au Canada, libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à l'article 20 de la Loi sur la production de défense.

7.39 Indemnisation des accidents du travail

L'entrepreneur doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour toute la durée du Contrat.

7.40 Règlement des différends

Les parties conviennent de suivre les procédures suivantes en cas de différends pouvant survenir dans le cadre du contrat, avant de faire appel à des procédures judiciaires :

- a) Les différends survenant durant le contrat seront tout d'abord examinés par l'Autorité Contractante et l'administrateur de contrats de l'entrepreneur dans un délai de quinze (15) jours ouvrables ou dans un délai plus long suivant un accord mutuel des deux parties.
- b) À défaut de régler le différend de la manière décrite au point (a) ci-dessus, le gestionnaire de la Division de la Réparation des Navires, Direction des systèmes maritimes, TPSGC, et le superviseur représentant l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de quinze (15) jours ouvrables.
- c) À défaut de régler le différend de la manière décrite aux points (a) et (b) ci-dessus, le directeur principal de la Direction des systèmes maritimes, à TPSGC, et le cadre supérieur de l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de trente (30) jours ouvrables.
- d) Indépendamment de la procédure qui précède, une partie pourra demander qu'une décision soit prise par le tribunal à tout moment durant le différend.

7.41 Dessins pendant la phase de conception, de fabrication, d'intégration et d'installation

1. Tous les dessins doivent être soumis au Responsable Technique pour examen.
2. L'examen des dessins de l'entrepreneur par le Canada ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité contractuelle et il en va de même des contrats de sous-traitance émis par l'entrepreneur à son ou ses sous-traitants. En particulier, l'examen ou l'approbation des dessins ne doit pas :
 - a) Libérer l'entrepreneur de son obligation de s'assurer que tous les détails sont corrects ;
 - b) Obliger le Canada à accepter un article qui ne répond pas aux exigences du contrat ;
 - c) Confirmer qu'un article est conforme aux exigences du contrat ; ni
 - d) Dégager l'entrepreneur de sa responsabilité pour toute omission et les conséquences qui en découlent.
3. Tous les dessins qui sont fournis à l'entrepreneur par ou au nom du Canada le sont afin que l'entrepreneur peut les utiliser, mais ne constituent pas une preuve d'une interprétation à donner aux exigences du contrat. Une telle utilisation par l'entrepreneur ne dégage pas l'entrepreneur de toute responsabilité en vertu du présent contrat. L'entrepreneur doit indemniser et dégager le Canada de toute responsabilité contre toute réclamation, action, poursuite ou procédure fondée sur l'utilisation par l'entrepreneur de ces dessins.

7.42 Soins, garde et contrôle

Reportez-vous à l'annexe I - Garde du navire et Conditions générales supplémentaires (2018-12-06) Réparation des navires 1029 09 (2010-08-16) Navire désarmé.

7.43 Matériel Fourni par le Gouvernement

Aux fins de la présente clause, le « Matériel Fourni par le Gouvernement » est défini comme tout élément de matériel acquis par le gouvernement du Canada et fourni gratuitement aux entrepreneurs pour incorporation en cours de production, de modification, de réparations ou de révision.

Le Matériel Fourni par le Gouvernement (MFG) appartient au gouvernement du Canada. L'entrepreneur doit tenir des dossiers précis sur l'utilisation et la disposition du MFG. Le MFG décrit aux présentes doit être utilisé pour la fabrication des articles mentionnés dans le contrat. Seule la quantité de matériel énoncé aux présentes sera fournie par le Canada sans frais. Si le MFG n'est pas conforme aux exigences pour son incorporation dans les travaux, l'entrepreneur fera une demande de MFG de remplacement par écrit au Canada dans les trente (30) jours qui suivront la réception du MFG. A la demande du Canada, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer tout MFG en respectant le prix et les dispositions du contrat relatives aux travaux imprévus. L'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses frais tout MFG qui n'est pas conforme aux exigences du contrat en raison d'un défaut de découpage ou de fabrication ou d'un travail lacunaire de sa part.

Advenant des problèmes avec le MFG, l'entrepreneur doit aviser immédiatement l'Autorité Contractante, en précisant les problèmes spécifiques. Si l'entrepreneur exécute les travaux sans avoir obtenu les consignes de l'Autorité Contractante, il sera responsable de tous les frais engagés, ainsi que de toute perte du MFG.

Tout MFG doit être reçu par l'entrepreneur et entreposé dans un entrepôt sécurisé ayant un environnement approprié pour l'équipement conformément aux instructions du fabricant. L'entrepreneur doit réparer ou remplacer à ses frais le MFG endommagé ou perdu pendant qu'il en a la garde.

Même si une comptabilisation du MFG n'est pas automatiquement requise pour chaque contrat, le Canada se réserve le droit de demander une comptabilisation finale à tout moment pendant une période d'un an suivant la date d'achèvement du contrat.

L'entrepreneur doit consulter l'annexe A – EDT pour obtenir la liste du matériel fourni par le gouvernement (MFG).

7.44 Licences d'exportation

Lorsque du matériel doit être importé au Canada, il incombe à l'entrepreneur d'obtenir toutes les licences d'exportation nécessaires auprès du pays d'origine suffisamment à l'avance pour permettre l'exportation.

7.45 Équivalence de l'équipement

- a) L'entrepreneur garantit que l'équipement livré dans le cadre de ce contrat :
- i. est équivalent du point de vue de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité à l'équipement existant que possède le Canada et qui était décrit dans la demande de soumissions donnant lieu à ce contrat; et
 - ii. est entièrement compatible, interchangeable et interopérable avec l'équipement existant que possède le Canada.
- b) L'entrepreneur assure également que toute garantie obtenue auprès d'un tiers concernant le matériel existant appartenant au Canada ne sera pas touchée par l'utilisation que fait celui-ci du matériel qui lui est livré en vertu du contrat (par exemple par l'interconnexion) ni par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'une telle garantie est touchée, l'entrepreneur doit :
- i. verser au Canada la somme que ce dernier doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) afin de certifier de nouveau le matériel existant du Canada aux fins de la garantie, ainsi que tout autre montant versé par le Canada à un tiers afin de restituer l'état de la garantie à sa pleine capacité;
 - ii. effectuer tous les travaux de garantie sur l'équipement existant du Canada au lieu du fournisseur initial;
 - iii. verser au Canada la somme que ce dernier doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer les travaux de maintenance sur l'équipement qui seraient normalement couverts par la garantie.
- c) L'entrepreneur convient que si le Canada, au cours de la période du contrat, détermine qu'un équipement n'est pas équivalent à l'état, à la pertinence, au fonctionnement et à la qualité de l'équipement existant qui appartient au Canada ou qu'il n'est pas pleinement compatible, interchangeable et interopérable avec l'équipement existant qui appartient au Canada, l'entrepreneur devra immédiatement et entièrement à ses frais prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'équipement satisfasse à ces exigences (par exemple, en mettant en application un logiciel ou un micrologiciel supplémentaire), faute de quoi le Canada aura le droit de résilier immédiatement le contrat pour défaut d'exécution. L'entrepreneur convient que, si le Canada résilie le contrat pour cette raison, l'entrepreneur devra payer au Canada les coûts pour se procurer de nouveau l'équipement auprès d'un tiers et la différence, s'il y a lieu, du prix payé par le Canada à ce tiers. L'entrepreneur reconnaît qu'à défaut de livrer un équipement équivalent qui satisfait aux exigences mentionnées précédemment, l'entrepreneur (et ses filiales et toute autre entité avec qui il a un lien de dépendance) ne pourra pas proposer une solution de remplacement équivalente en réponse à une future demande de soumissions.
- d) Si un produit équivalent n'a pas été proposé pour évaluation lors de l'appel d'offres, l'entrepreneur doit fournir le nom de marque, le modèle et/ou le numéro de pièce spécifique tel que spécifié à l'annexe A – Énoncé des travaux.

Note aux soumissionnaires : Cet article ne sera inclus dans un contrat subséquent que si des produits équivalents ont été proposés.

7.46 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte

L'entrepreneur sera remboursé de ses frais de déplacement et de subsistance, raisonnables et convenables, engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités prévues pour l'utilisation d'un véhicule privé, les repas et les frais accessoires qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs », plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements devront être autorisés au préalable par l'Autorité Contractante.

Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

7.47 Volet Participation autochtone

- a) L'entrepreneur doit se conformer au volet de participation autochtone (VPA) décrit aux annexes J, K (parties 1 et 2), L, M (formulaire 1 et 2) et N.
- b) L'entrepreneur déclare qu'il a soumis une attestation exacte et complète quant à sa conformité à la définition d'une entreprise autochtone qui figure dans les Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, comme le décrit l'annexe M, formulaire 1 et 2.
- c) L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite de l'Autorité Contractante, l'entrepreneur ne peut pas éliminer les dossiers ou les documents à l'appui de l'exactitude de l'attestation pendant une période de six années à partir de la dernière des dates suivantes : la date du paiement final aux termes du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu du contrat, selon la dernière de ces éventualités. Au cours de cette période, l'ensemble des dossiers et des documents devra être en tout temps accessible pour vérification, inspection et examen par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.
- d) Rien, dans cette clause, ne doit être interprété de façon à limiter les droits et les recours que le Canada pourrait avoir en rapport avec le présent contrat ou en vertu de celui-ci.